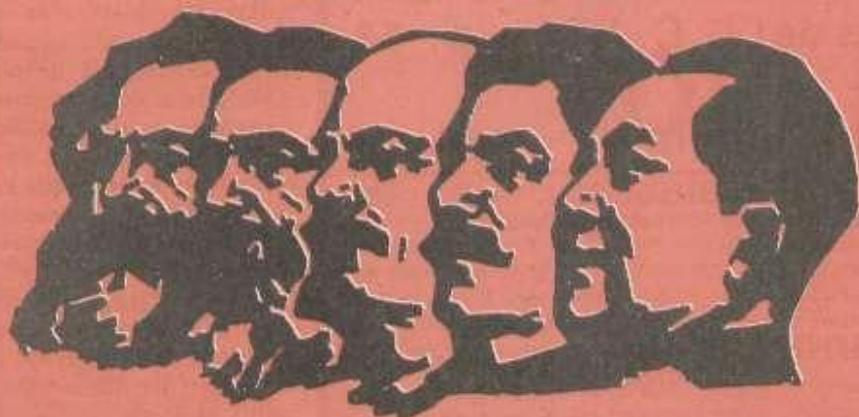


front rouge



Proletaires de tous les pays,
peuples et nations opprimés, unissez-vous !

organe central
du
parti
communiste
révolutionnaire

(marxiste léniniste)

N° 1

NOUVELLE SERIE

NOVEMBRE

1975

5 F

BP 161 75 854 PARIS
CEDEX 18

CCP 31 191 14 LA SOURCE

P.3

**l'analyse
de la crise
par le P" C" F**

**UNE VISION
BOURGEOISE
DE LA CRISE**

ESPAGNE

**les
derniers
soubressauts
du
regime
franquiste**

P.22

sommaire

PREAMBULE

L'analyse de la crise par le P«C»F :
une vision bourgeoise de l'économie... p. 3
Guy MORY - Jean-Pierre MORVAN

La vie du Parti... p. 10
Bertrand REY

La lutte contre les influences
révisionnistes dans le Parti... p. 12
Max CLUZOT

La situation de la jeunesse :
acquis et perspectives de l'U.C.J.R. ... p. 14
Jean-François VITTE

Le Parti Communiste Chinois :
un Parti forgé par la lutte de classes ... p. 18
Annie COSSIN

Espagne :
les soubresauts du franquisme ... p. 22
Christine VAIVRE

Le Moyen-Orient après
l'accord égypto-israélien ... p. 28
Christine VAIVRE

Front Rouge, organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste léniniste), engage sa publication mensuelle avec ce numéro. L'hebdomadaire que nous avons publié depuis 1972, jusqu'au mois de septembre 1975, sous ce titre, a cédé la place au Quotidien du Peuple d'une part, à ce mensuel d'autre part.

Un nouveau système de presse est donc défini par notre Parti. Il vise un double objectif : actualiser davantage la bataille politique quotidienne menée par les marxistes-léninistes, intervenir sans délai dans l'ensemble des faits de la lutte de classes, organiser un débat permanent avec les travailleurs pour parvenir à la vérité, c'est la fonction assignée au Quotidien du Peuple, mais aussi faire le point plus systématiquement sur tel ou tel sujet, avec la relative distance qu'autorise le rythme mensuel de la publication, contribuer à la lutte entre deux voies menées dans le Parti et dans les masses, à l'éducation idéologique et politique sur la base du marxisme-léninisme et de la ligne politique du Parti, œuvrer à l'unité des forces révolutionnaires par la polémique contre les idées fausses qui les divisent, par la critique et l'autocritique, c'est là la tâche fixée à Front Rouge par le Comité Central du PCR (ml). On comprend, de ce fait que ce soit Front Rouge l'organe du Comité Central, l'organe central du Parti, et la complémentarité du quotidien et de Front Rouge. L'un et l'autre participent, avec leurs fonctions respectives, du grand projet qui est le nôtre : la construction du Parti de Type Nouveau.

Front Rouge
Organe Central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(marxiste-
léniniste)

Abonnements
voir tarifs et fiche spéciale
en dernière page
Adressez votre fiche à
Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

Comité de Rédaction :

Max CLUZOT (*Directeur Politique*)
Christine VAIVRE (*Secrétaire de Rédaction*)
Annie COSSIN
Gabriel FERREOL
Michel FLORAC
Jean - Pierre MORVAN
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Bertrand REY
Charles VILLAC
Jean - François VITTE

L'ANALYSE DE LA CRISE PAR LE P^UC^UF :

UNE VISION BOURGEOISE DE LA CRISE

Les nouveaux rapports de force à l'échelle mondiale ont considérablement aggravé la situation de l'impérialisme français.

Enjeu, avec les autres pays européens, de la rivalité des super-puissances, l'impérialisme français a vu ses marges de manœuvres limitées par le renforcement de l'unité politique des pays du Tiers Monde.

Ne pouvant plus s'appropriier à bas prix les matières premières, les produits énergétiques, exporter ses capitaux et ses biens manufacturés comme auparavant, la bourgeoisie impérialiste française, pour sauvegarder ses profits, doit procéder à la réorganisation de son appareil économique, renforcer son exploitation de la classe ouvrière. Face à cette nouvelle situation, à la pression de plus en plus grande de la bourgeoisie sur leurs conditions de vie et de travail, les masses populaires résistent, multiplient leurs luttes, prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'un vaste mouvement d'ensemble capable de remettre en cause la politique de la bourgeoisie. La position de faiblesse de l'impérialisme apparaît de plus en plus ouvertement aux yeux des travailleurs d'autant plus qu'il n'a moins que jamais la possibilité de répercuter

Pour essayer de se démarquer des autres partis bourgeois et de résoudre ses contradictions grandissantes avec les masses, le P^UC^UF développe son «analyse de la crise». Présentée en termes marxistes, il ne s'agit bien en fait que d'une analyse bourgeoise des difficultés économiques auxquelles ils proposent leurs solutions d'aménagement du capitalisme.

L'aggravation de la crise de l'impérialisme français voue de plus en plus à l'échec toutes les tentatives de la bourgeoisie pour maintenir sa domination, y compris le projet révisionniste.

sur les colonies et néo-colonies, ses difficultés avec la classe ouvrière. Il a de moins en moins la possibilité de recourir à la corruption d'une partie de la classe ouvrière à l'aide de surprofits coloniaux pour nier le caractère antagonique des rapports de classes, en limiter les manifestations.

Dans ces nouvelles conditions, les moyens politiques et idéologiques utilisés par la bourgeoisie pour tromper la classe ouvrière et maintenir la collaboration de classes dans le cadre de la démocratie bourgeoise ne suffisent plus. Elle ne peut plus gouverner comme avant.

Le néo-libéralisme de Giscard, le chantage à la crise... pour persuader les travailleurs à se solidariser avec leurs exploités, de renoncer à leurs revendications, ne peuvent rien face à cette usure du pouvoir de la bourgeoisie. Il s'agit

bien là d'une crise politique. Le recours à la violence des CRS, la généralisation des campagnes réactionnaires contre les grévistes et les révolutionnaires sont bien la preuve de l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie pour résoudre ses contradictions avec les masses populaires, pour contenir leurs aspirations révolutionnaires et leur faire accepter sa politique de restructuration de l'économie.

La nouvelle situation dans laquelle se trouve l'impérialisme français et les nécessités auxquelles il doit faire face sont également la remise en cause des conditions objectives de l'influence du révisionnisme. L'usure du révisionnisme est l'un des éléments de cette crise politique.

Le Parti révisionniste voit ses contradictions avec les masses s'aggraver. Sa définition de la lutte politique :

bataille parlementaire et électorale, l'union avec le réformisme, la voie pacifique au socialisme, est de plus en plus clairement remise en cause par les travailleurs. Ces querelles avec le P.S., loin de renforcer la crédibilité de ses perspectives politiques, rend au contraire la classe ouvrière de plus en plus méfiante à son égard.

Obligé d'atténuer ses contradictions avec les travailleurs, il affirme sa volonté d'apparaître comme le soutien le plus actif des luttes. Toutes ces tentatives apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont : des manœuvres pour empêcher les travailleurs de se poser la question de la révolution en évitant l'affrontement ouvert avec eux, pour canaliser le développement de l'offensive ouvrière dans le Programme Commun de la Gauche

REMARQUES

Toutes les références données dans l'article qui suit sont tirées du numéro spécial d'«Economie et Politique», sur la crise publiée en Septembre 75.

Pour analyser le texte, un certain nombre de termes et expressions ont été remplacées par des abréviations :

- CME = Capitalisme Monopoliste d'Etat
- RP = Rapports de Production
- ITC = Ingénieurs, Techniciens et Cadres

sans que les travailleurs prennent conscience qu'une telle attitude va dans le même sens que celle de la bourgeoisie, casser les luttes, empêcher à tout prix le mouvement d'ensemble.

Cette impasse du révisionnisme s'est accrue de difficultés que rencontre le P«C»F avec les autres fractions de la bourgeoisie. Obligé de défendre la spécificité de son projet politique, de multiplier les critiques pour toutes propositions réformistes de collaboration de classe avouée.

Les travailleurs prennent de plus en plus conscience de la nécessité d'un vaste mouvement d'ensemble



I. - UNE EXPLICATION BOURGEOISE DE LA CRISE

D'après les révisionnistes, la crise actuelle aurait éclaté dans les années 67-70 au cours desquelles seraient apparues des signes de cette crise avec l'inflation plus rapide, le chômage et la crise des monnaies capitalistes. Aujourd'hui on assisterait simplement à « un approfondissement de la crise du Capitalisme Monopoliste d'Etat » (CME).

Le chômage, l'inflation, la détérioration du pouvoir d'achat, la faillite des PME, les menaces qui pèsent sur certains grands capitaux (Citroën par exemple) les perturbations des relations économiques internationales... Tous ces « phénomènes économiques » ne seraient que l'aggravation des tares du capitalisme à

d'entretenir l'illusion qu'il est le parti des travailleurs, le parti révisionniste est en but aux manœuvres d'isolement de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir.

C'est sur ce fond de crise politique, d'aggravation de ses contradictions, que le parti révisionniste développe sa propre analyse de la crise. Son objectif est simple : tromper une nouvelle fois les masses en développant une analyse de la crise qui fonderait le caractère soi-disant inéluctable et spécifique de ses perspectives politiques.

l'époque du CME. Leur analyse de la crise renvoie donc à celle du CME.

La seule nouveauté dans la situation d'aujourd'hui, serait l'aspect global de plus en plus « évident » de cette crise, et pour renforcer cette idée, ils parlent tour à tour de crise économique et de crise globale, de crise structurelle et de crise conjoncturelle, de crise nationale et de crise internationale. Mais tout cela se ramène en définitive à la crise structurelle du CME qui exprimerait que le capitalisme a atteint ses limites historiques, le capitalisme est à la fin de son histoire, il épuise à l'heure actuelle sa dernière solution : le CME.

le P«C»F = une vision bourgeoise des forces productives.

Quel est l'indice de cette fin du capitalisme ? « Le gaspillage d'hommes et de ressources matérielles » atteignent « une ampleur telle dans l'ensemble de l'économie qu'ils menacent le profit des monopoles lui-même » (pg. 2). La fin du capitalisme serait donc son incapacité à assurer le développement de la production, de la productivité du travail, « le gaspillage des investissements tant en ressources humaines que matérielles, l'inachèvement de la révolution scientifique et technique, expression de l'éclatement des contradictions entre le progrès des forces productives et les rapports de production capitaliste » (pg. 50).

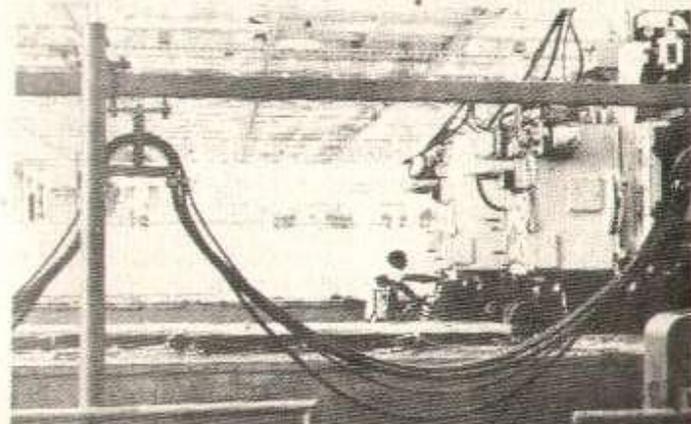
Forces productives, rapports de production, contradiction RP et FP, nous avons là tous les termes de ce que les révisionnistes présentent comme une analyse marxiste de la crise. Il s'agit en réalité d'un point de vue bourgeois.

- Les révisionnistes séparent les FP des RP. Les FP se développeraient indépendamment des RP, essentiellement sous la forme de la révolution scientifique et technique.
- Les RP se trouvent réduits aux « rapports de domination des monopoles capitalistes avec l'aide décisive de l'Etat ».
- Ces « R.P. » viendraient freiner, gaspiller, mutiler les F.P. par l'utilisation monopoliste des progrès de la

science et des techniques.

Cette conception des F.P. et de leur contradiction avec les R.P. n'a rien à voir avec celle du marxisme-léninisme (voir encadré Pékin Information). Voulant prendre le contre-pied de l'idéologie bourgeoise qui voit dans l'accélération du progrès technique et scientifique l'origine des bouleversements et tensions sociales, il nous donne une explication quant au fond de même nature : — la science sert la production et les capitalistes, par les exigences de son accomplissement, elle bouleverse la société... remet en cause les rapports de production.

Or, il n'existe pas de forces productives indépendantes et en dehors des rapports de production, en dehors des rapports d'exploitation, il n'existe pas de développement des forces productives indépendamment de la logique de la production capitaliste : bouleverser sans cesse la manière de produire afin d'accroître la productivité des travailleurs, et réaliser le plus de profit. La méconnaissance de la science et des techniques telles qu'elles se sont développées dans le capitalisme revient à nier qu'elles sont les instruments de domination et d'exploitation du travail, que leur mise en œuvre dans la production n'aurait pas pour but le profit, mais seulement la croissance de



L'utilisation monopoliste des progrès de la science et de la technique...

l'économie, les « bienfaits de l'humanité ».

En dénonçant ainsi, le gaspillage des forces productives, ce n'est pas le rapport capital-travail qu'ils remettent en cause mais en réalité la forme monopoliste de la propriété privée capitaliste, qui correspond de moins en moins aux exigences du caractère social de la mise en œuvre des forces productives dans la propriété capitaliste d'Etat.

la crise économique, «une crise de mécanismes économiques».

Les révisionnistes n'en restent pas là. Il s'agit pour eux d'expliquer quelles sont les lois objectives du capitalisme à l'époque du CME qui entraîne ce gaspillage des forces productives.

Pour cela, ils tentent d'utiliser le marxisme-léninisme. Ils présentent leur théorie de la crise structurelle du CME comme l'aboutissement des analyses de Marx à propos de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (voir encadré). C'est la théorie de la suraccumulation-dévalorisation.

La suraccumulation est effectivement une tendance constante elle est l'expression des difficultés de la bourgeoisie pour valoriser ses capitaux à cause de la baisse du taux de profit. Cette tendance avait été analysée par Marx comme un phénomène contradictoire qui est contrecarré par un certain nombre de contre-tendances : c'est essentiellement d'une part l'augmentation du degré d'exploitation de travailleurs, d'autre part l'exportation de capitaux c'est à dire aujourd'hui l'impérialisme. Quand la suraccumulation a atteint un niveau trop élevé, seule

une dépréciation massive voire même la destruction d'une partie du capital social permet de réhausser le taux de profit moyen.»

Or, les révisionnistes dans leur théorie de la suraccumulation - valorisation «innovent» :

a) Ils prétendent que la bourgeoisie ne peut plus augmenter de manière conséquente le degré d'exploitation de la classe ouvrière, car celle-ci suppose d'importants investissements en machines qui ne feraient qu'aggraver la suraccumulation.

b) De la même façon, ils estiment que l'exportation de capitaux n'est plus une solution suffisante, que l'exploitation et le pillage des peuples du Tiers Monde n'est plus une source suffisante de profits.

c) Dans ces conditions, la suraccumulation serait devenue «durable» et la seule solution pour la bourgeoisie monopoliste, avec l'ai-

de de l'Etat, serait de procéder à une dévalorisation de plus en plus massive du capital social : les petits capitaux privés des PME, les capitaux publics, voire même certains grands capitaux comme Citroën. C'est ce qu'ils appellent les mécanismes du CME.

Ce faisant, non seulement les révisionnistes n'analysent pas le véritable sens de la restructuration et du redéploiement auquel la bourgeoisie procède actuellement et les conséquences pour les masses populaires, un degré accru de leur exploitation : intensification, déqualification, parcellisation, hausse des cadences, chômage... Mais encore ce qu'ils dénoncent dans la dévalorisation de l'époque du CME, c'est le manque «à gagner» lors du partage de la plus-value sociale entre les différentes couches de la bourgeoisie pour les fractions non monopolistes.

FORCES PRODUCTIVES ET RAPPORTS DE PRODUCTION.

Les forces productives comprennent les trois éléments suivants : 1- Les travailleurs possédant une certaine expérience de la production et une compétence technique ; 2- matériels (ou moyens) de travail -essentiellement les instruments de production ; 3- la matière du travail. De ces trois éléments, les travailleurs constituent l'essentiel et leur rôle est primordial. En effet, seules les masses laborieuses peuvent créer et améliorer les instruments de production, puis les utiliser. Référons-nous à Lénine : «La première force productrice de toute l'humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur.» (1^{er} congrès de l'enseignement extrascolaire de Russie).

Les rapports de production concernent les relations qui s'établissent entre les hommes au cours de la production sociale concrète. Ils revêtent trois aspects : 1- la forme de propriété des moyens de production ; 2- la position des différents groupes sociaux dans la production, et leurs relations mutuelles, qui en résultent ; 3- la forme de répartition des produits, qui dépend entièrement des deux premiers. De ces trois, la propriété des moyens de production joue le rôle moteur et constitue la base des rapports de production. Elle détermine par ailleurs les relations entre les personnes et la forme de distribution des biens. Par exemple, dans la société capitaliste, les capitalistes détiennent les moyens de production, tandis que les travailleurs, eux, ne possèdent rien en dehors de la force de travail qu'ils vendent. Dans la production, ce sont les capitalistes qui dominent, qui exploitent et qui disposent, alors que les ouvriers sont asservis, exploités et opprimés. Étant donné que les moyens de production sont détenus par les capitalistes et que les ouvriers restent privés du pouvoir, les produits du travail appartiennent naturellement aux capitalistes, les ouvriers ne pouvant qu'attendre le minimum vital.

La propriété des moyens de production joue bien un rôle capital dans les rapports de production, mais les relations entre les personnes et la forme que revêt la distribution des biens exercent une action en retour sur le système de propriété ; et dans certaines conditions, elles jouent donc aussi un rôle décisif.

Les forces productives et les rapports de production sont deux aspects d'une unité dialectique. Les premières ne peuvent exister sans les seconds ; mais en même temps, elles constituent la base sur laquelle existent et se développent des rapports déterminés de production. En règle générale, les forces productives jouent le rôle principal, décisif, car elles sont l'élément le plus révolutionnaire et le plus actif. Le développement et la transformation des forces productives seront accompagnés, tôt ou tard, par le développement et les changements des rapports de production. Toutefois, ceux-ci ne se plient pas passivement aux exigences du développement des forces productives ; ces dernières, par contre, subissent l'influence des premiers, qui les freinent ou les accélèrent, et qui parfois jouent un rôle décisif. Lorsque les rapports de production entravent le progrès des forces productives, autrement dit lorsque ces rapports deviennent un carcan pour leur développement, cela provoque un changement dans les rapports de production, et renverse l'ancien système social par une révolution violente ; de nouveaux rapports de production s'établissent, qui se conforment au nouveau stade de développement des forces productives. L'établissement de nouveaux rapports de production, par contrecoup, stimulera le progrès des forces productives.

LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT.

Le taux de profit est le rapport entre la plus value (le surtravail non payé que les capitalistes empochent sur le dos des travailleurs) et l'ensemble du capital qu'ils sont obligés d'avancer pour réaliser cette plus value et qu'ils récupèrent en vendant les marchandises produites par les ouvriers.

Ce capital se compose de deux parties :

- le capital constant, noté habituellement C, qui comprend l'ensemble des machines et matières premières nécessaires pour la fabrication des marchandises.

- le capital variable, noté V, qui représente l'ensemble des salaires payés aux ouvriers.

En vendant ses marchandises, le capitaliste récupère :

- le capital C

- le capital V

- et, la plus value, PL, qu'il empêche.

Le taux de profit est :

$PL = PL / (C + V)$ exprimé en pourcentage.

Le taux de profit représente pour le capitaliste le degré de mise en valeur de son capital avancé. Il a donc intérêt à ce qu'il soit le plus élevé possible.

Mais, sous l'effet de la concurrence et sous l'effet des luttes ouvrières pour la réduction de la journée de travail, la hausse des salaires, le capitaliste est amené à augmenter la productivité du travail. Pour cela, il achète de nouvelles machines qui lui permettent de fabriquer plus de marchandises avec moins d'ouvriers. C'est-à-dire que C, le capital constant augmente par rapport à V, le capital variable. Ce qui entraîne une baisse du taux de profit.

Cette loi est valable non seulement pour un capitaliste individuel, mais pour l'ensemble des capitalistes, c'est-à-dire l'ensemble du Capital social, l'ensemble des salaires versés et l'ensemble de la plus value. Ces valeurs définissent le taux de profit moyen qui a donc tendance à baisser.

Marx a montré que cette loi n'était que tendancielle car il existe pour la bourgeoisie, des moyens de réhausser le taux de profit moyen (en particulier l'augmentation du degré d'exploitation du travail et l'exportation de capitaux).

Lorsque ces moyens deviennent insuffisants, il se produit une surproduction de capital (suraccumulation), l'accumulation capitaliste est bloquée : une partie du capital social est gelée parce qu'elle ne trouve pas à se réinvestir à taux de profit suffisant. C'est ce qui se produit dans les crises cycliques et qui aboutit à une dépréciation (dévalorisation) de capital.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit exprime une contradiction d'ordre économique, une difficulté interne à la classe capitaliste. Les tentatives de la bourgeoisie pour résoudre ces contradictions expliquent en partie l'évolution du capitalisme : d'abord la transformation du capitalisme concurrentiel en impérialisme (au siècle dernier) et le développement, entre les deux guerres, du Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME). Le CME se caractérise par l'intervention directe de l'Etat pour tenter de résoudre les difficultés économiques des capitalistes : en organisant l'expansion impérialiste et par le financement public, la prise en charge de secteurs importants de l'économie, c'est-à-dire, une dévalorisation d'une partie importante du Capital social.

Il s'agit bien là d'une analyse bourgeoise des difficultés économiques actuelles. Les révisionnistes évacuent les rapports de classe et se situent du point de vue des difficultés internes à la bourgeoisie. Leur but apparaît ainsi clairement : détourner la prise de conscience par les masses du véritable caractère actuel des difficultés de l'impérialisme français. Ils camouflent l'exacerbation de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat en tenant un langage de même nature que celui des autres fractions de la bourgeoisie : la crise économique est la crise des mécanismes économiques.

crise économique et crise globale.

Si, d'après les révisionnistes, la crise est donc essentiellement une crise structurelle, ils ne la réduisent pas pour autant à ses seuls aspects économiques. Ils parlent de crise globale, d'aspects politiques et idéologiques de la crise. En cela, il s'agit pour eux de se différencier des réformistes du PS, pour qui la crise est essentiellement conjoncturelle, importée en France de l'étranger par le biais des sociétés multinationales.

Mais, le rôle assigné à ces aspects idéologiques et politiques, s'ils jouent un rôle important, est néanmoins secondaire. Ils ne sont en fait que l'expression sur le plan politique de la crise structurelle : « à l'origine et à la base, il y a des phénomènes économiques ».

Quand les révisionnistes parlent de crise politique, de « crise de l'Etat », il s'agit uniquement de la crise des mécanismes du CME au niveau de l'Etat, institution politique entre les mains des monopoles, considéré essentiellement comme élément de la base

économique. La « crise de l'Etat » tiendrait au fait qu'en intervenant de plus en plus dans l'économie pour relancer l'accumulation monopoliste (dévalorisation), il serait amené à faire de plus en plus une « politique anti-sociale, anti-populaire et anti-nationale » et donc incapable de relancer l'économie.

Une telle analyse passe totalement sous silence le caractère de classe de l'Etat, qui n'est pas, avant tout un instrument économique « au service des monopoles » mais un instrument de classe pour maintenir la domination de la bourgeoisie, tant de la fraction monopoliste que de la fraction non monopoliste.

De la même façon, les révisionnistes prétendent que la cible des luttes des travailleurs n'est pas la destruction de cet Etat, la destruction des rapports de classe. D'après eux, ce qu'expriment les luttes, c'est le développement des « mécontentements des travailleurs manuels et intellectuels, salariés et indépendants, athées et chrétiens », c'est-à-dire de toutes les couches non monopolistes des employés, des intellectuels, des paysans, des petits et moyens entrepreneurs, des jeunes et de la classe ouvrière, contre le gaspillage monopoliste des forces productives, pour un changement de politique de l'Etat. Ce à quoi vise l'ensemble de ces luttes, c'est sortir l'économie « nationale » de la crise, débloquent les mécanismes économiques, rétablir les équilibres, réduire les inégalités en réduisant le gaspillage monopoliste des ressources tant matérielles qu'humaines, le « désordre et l'anarchie de la production ».

Les révisionnistes procèdent ainsi à une « uniformisation » des luttes ; en particulier la classe ouvrière et les ITC (qu'ils intègrent d'ailleurs quelquefois à la classe ouvrière) luttent communément « contre le gaspillage monopoliste des forces productives » et

pour «la défense de leur outil de travail, de leur emploi, contre l'inflation et la dégradation de leurs conditions de vie» : les ouvriers, parce qu'ils sont au cœur de la mise en œuvre des forces productives. Les ITC parce qu'étant au service des patrons, voient «l'efficacité sociale de leur travail détournée, gaspillée... au profit des monopoles et non de l'humanité».

Ainsi sont estompées les contradictions de classe

entre la classe ouvrière et les ITC (et les PME) qui occupent une position privilégiée dans les rapports de production et se situent non pas du côté des travailleurs mais du côté de la bourgeoisie. Ces contradictions apparaissent clairement, dans le développement de la lutte de classes, lorsque par exemple les ITC les agents de maîtrise se rangent du côté du patron et s'opposent même souvent physiquement aux grèves des travailleurs.

pour le changement des rapports de production, la classe ouvrière se bat pour le progrès technique et trouve donc un terrain privilégié d'entente avec les ITC». Une telle alliance de classes, dans ces conditions, ne peut avoir pour objectif qu'un aménagement des rapports de production capitaliste et non leur abolition.

pays capitalistes connaissent plus ou moins simultanément des maux semblables... la crise de l'impérialisme dans son ensemble a pris ses sources et se nourrit de la crise qui se développe dans chaque pays capitaliste en raison de l'orientation que les monopoles et leur Etat y font prévaloir».

La généralisation, la simultanéité des crises ne feraient elles-mêmes que renforcer les crises de chaque pays qui n'aurait plus la possibilité comme dans une phase antérieure, d'exporter ses difficultés : le commerce extérieur, par exemple, serait devenu une solution illusoire. C'est en ce sens, d'après les révisionnistes, que se développeraient les contradictions interimpérialistes, qui sont ainsi principalement économiques, réduites à la concurrence économique entre sociétés multinationales «à base nationale» différente. L'aspect politique, d'une manière analogue à celui de la crise de chaque CME, est réduit à l'intervention des différents Etats dans leur soutien actif aux firmes multinationales. Ce soutien peut prendre différents aspects : politique, idéologique et militaire comme appui logistique aux «exigences nées du partage en zones d'influence entre sociétés multinationales».

crise économique et crise générale de l'impérialisme

La constitution en force politique des peuples dominés, la remise en cause des rapports de classe à l'échelle internationale est un des éléments essentiels qui contribuent au développement de la crise politique de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme français. Cette crise est aussi déterminée, bien que de façon secondaire, par l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, en particulier entre les pays du second monde et les super-puissances.

Les révisionnistes affirment eux aussi qu'il existe une crise générale de l'impérialisme, mais le contenu et la signification qu'ils en donnent ne visent qu'à renforcer leur analyse selon laquelle le capitalisme aurait atteint ses limites historiques (c'est-à-dire économiques).

D'après eux, en effet, la crise générale du capitalisme, c'est la convergence, à l'échelle mondiale, par l'intermédiaire des relations interimpérialistes, des crises nationales structurelles des divers CME. C'est la transposition à l'échelle internationale des difficultés dues à la suraccumulation des firmes multinationales : «l'origine principale de la crise est interne, interne au camp impérialiste... aujourd'hui tous les



Les ITC «l'efficacité sociale de leur travail détournée, gaspillée... au profit des monopoles et non de l'humanité»

Mais les révisionnistes se gardent bien d'évoquer ces luttes qui sont une réponse cinglante des travailleurs à leurs propositions de collaboration de classes. De même, ils falsifient le sens des luttes de la classe ouvrière qui remettent directement en cause l'exploitation qu'ils subissent. Luttent contre l'intensification du travail, contre la hausse des cadences, le salaire au rendement, les luttes qui remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, la hiérarchie, ces luttes les gênent parce que leur cible n'est justement pas le «déblocage de l'économie» (capitaliste). Au contraire, le «développement de l'économie» pour les travailleurs, se traduit par une paupérisation accrue. De même, les luttes contre les licenciements ne

sont pas d'abord des luttes pour la sauvegarde de l'outil de travail.

Ce que ces luttes remettent fondamentalement en cause, c'est la domination de la bourgeoisie. Tandis que les ITC et les PME, s'ils peuvent s'opposer effectivement à la domination du capital monopoliste, s'ils peuvent être sensibles aux arguments «d'irrationalité» du développement économique actuel, ont au plus intérêt à une adaptation des rapports de production, pour le développement des forces productives, du progrès scientifique et technique.

C'est bien ce point de vue qu'exprime le discours révisionniste sur la crise lorsqu'ils disent par exemple «qu'en se battant

ens, devenus capables de lutter sur le plan international avec l'impérialisme US et surtout la restauration du capitalisme dans les pays où les partis révisionnistes, frères du P«C»F, sont au pouvoir. Ils passent sous silence le fait que l'URSS est devenue une puissance impérialiste qui se comporte vis-à-vis du Tiers Monde exactement comme les autres puissances impérialistes : pillage des matières premières, rapports néo-coloniaux, pressions politiques... Les contradictions entre d'une part l'URSS et ses satellites et d'autre part les autres pays capitalistes ne sont que des contradictions inter-impérialistes, et expriment la lutte pour un nouveau partage du monde. La contradiction principale se situe justement aujourd'hui entre le camp impérialiste et social-impérialiste et les pays dominés, les pays du Tiers Monde. C'est cette contradiction qui détermine la crise de l'impérialisme, qui se pose d'abord en termes politiques : la remise en cause par les pays du Tiers Monde de la domination impérialiste.

Les révisionnistes ne peuvent pas, sous peine de se démasquer totalement, ne pas parler des luttes de ces pays. Mais, là encore, ils les réduisent à des aspects économiques : des luttes contre les firmes multinationales, contre le « gaspillage de leurs richesses », contre l'importation de la crise des CME (inflation, chômage, etc...). Ils réduisent leurs objectifs à un simple développement de leur économie, à une meilleure position dans le commerce international.

Ce faisant, les révisionnistes considèrent comme définitivement acquis leur indépendance politique. Ils nient, de fait, que la domination des pays impérialistes (pays révisionnistes compris) est principalement politique, qu'elle cherche à maintenir des rapports néo-coloniaux. Et c'est d'abord contre cette domination politique, que luttent les pays du Tiers



Monde, en remettant en cause la division internationale du travail (entre pays industriels et pays producteurs de matières premières), division que cherchent à maintenir, par tous les moyens, les pays impérialistes : pressions économiques, politiques, militaires, etc...

Certes, certains pays du Tiers Monde se font encore des illusions sur leur possibilité de développement en comptant d'abord sur les échanges avec les pays impérialistes et non d'abord sur leurs propres forces. Les révisionnistes, à l'instar de leurs maîtres du Kremlin, cherchent à développer ces illusions : ils prônent la possibilité d'améliorer les échanges internationaux dans le cadre de la coexistence pacifique, par le développement des échanges d'état à état. Ils prônent l'exemple des pays comme l'Algérie et l'Irak qu'ils présentent comme des pays socialistes parce qu'ils ont nationalisé des parties importantes de leur économie.

Mais les pays du Tiers Monde prennent de plus en plus conscience que c'est par une lutte de plus en plus âpre contre l'impérialisme et en particulier l'hégémonie des deux super-puissances, qu'ils pourront leur faire échec. Leur constitution en force politique, telle qu'elle s'exprime à l'ONU (lors des débats sur les matières premières par exemple) ou par la constitution d'organismes comme l'OPEP, est aujourd'hui déterminante

dans l'évolution de la situation internationale, le recul sur tous les fronts de l'impérialisme.

C'est ce que nient de fait les révisionnistes en réduisant la crise de l'impérialisme à une crise de « relations économiques ». Ce faisant, ils se placent, là aussi, tout à fait du point de vue de l'analyse bourgeoise : leur analyse de la crise, bien que présentée en termes marxistes, nie,

de fait la réalité de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme français qui se caractérise d'abord en termes politiques, par le développement des contradictions fondamentales : contradiction avec les peuples du Tiers Monde, contradiction inter-impérialiste dans leurs tentatives de redéploiement des bourgeoisies impérialistes, contradiction entre bourgeoisie et prolétariat.

2- LA SOLUTION RÉVISIONNISTE À LA CRISE.

Ayant caractérisé la crise comme un blocage des mécanismes du développement économique, les révisionnistes proposent des « solutions », celles du programme commun, « seul capable de relancer l'économie, de sortir le pays de la crise ».

Elles consistent dans un « changement de la politique de l'Etat » et en un certain nombre de réformes de structures, dont les nationalisations, qui permettront de débloquer les forces productives, la poursuite de la révolution scientifique et technique.

Changer la politique de l'Etat, c'est pour eux d'abord changer le personnel politique de l'Etat, mettre en place un gouvernement des forces ouvrières et démocratiques, c'est démocratiser l'Etat, son caractère autoritaire, parce que « la direction et la gestion d'un grand pays moderne

nécessitent aujourd'hui un développement sans précédent de la démocratie », c'est supprimer la domination des monopoles sur l'Etat. Ce changement politique se passe donc tout à fait dans le cadre de la démocratie bourgeoise et ne vise pas du tout à détruire la nature de classe de l'Etat.

Quant aux réformes des structures, elles visent à résoudre les contradictions internes au CME. Elles permettraient « de s'affranchir de la hausse du taux de profit », c'est-à-dire de poursuivre l'accumulation sans être arrêté par la hausse de la baisse du taux de profit mais sans supprimer la loi du profit. Du même coup, elles permettraient « d'augmenter la productivité du travail », c'est-à-dire d'intensifier l'exploitation des travailleurs.

Pour atteindre ces objectifs et permettre ces trans-

formations, il faut développer le large rassemblement de tous les mécontents : ITC, PME, classe ouvrière, de toutes les couches et classes non monopolistes. Estompant, comme on l'a vu, les contradictions de classes à l'intérieur de ce rassemblement, ils proposent en fait une collaboration de classes entre les fractions non monopolistes de la bourgeoisie et les masses populaires. Dans leurs discours destinés à la classe ouvrière, ils mettent en avant son rôle «*dirigeant essentiel*» dans cette alliance. Mais de fait, c'est aux ITC qu'ils attribuent ce rôle puisque ce sont eux l'avant-garde de la révolution scientifique et technique, c'est donc d'eux que dépend la «*transformation révolutionnaire de la société*», la classe ouvrière n'y apportant que sa «*collaboration*» et son «*expérience*».

Le sens des «*réformes de structures*», c'est la transformation des rapports de production, leur adaptation aux «*exigences du développement de la révolution scientifique et technique*». C'est le maintien des rapports de classe. C'est le maintien de la domination de classe de la bourgeoisie. Le seul «*changement*» proposé c'est de substituer à la fraction de la bourgeoisie actuellement au pouvoir, la fraction monopoliste, la fraction non monopoliste PME et ITC.

De la même façon, les «*solutions*» proposées par les révisionnistes, qui permettront de relancer l'économie, aboutiraient à un renforcement de l'impérialisme français. Les nationalisations permettraient de mieux maîtriser «*l'expansion internationale*» des monopoles d'Etat ; en facilitant la conclusion d'accords d'Etat à Etat avec les pays du Tiers Monde. Les révisionnistes s'extasiaient devant l'actuelle expansion d'une entreprise comme Renault qui a implanté des entreprises dans plusieurs pays d'Amérique Latine (Argentine...) où elle tire d'énormes profits de la surexploitation des travailleurs de ces pays. L'exem-

ple du Portugal où Renault avait implanté plusieurs usines à l'époque du fascisme est aussi édifiant : salaires très bas et véritable dictature fasciste à l'intérieur des usines. Tel est le modèle que proposent les révisionnistes.

Si les conditions objectives de ces «*transformations*» nécessaires sont réunies (l'approfondissement conjoncturel de la crise), il manque encore «*la maturité des masses populaires sur les conditions politiques du changement véritable*» qui se traduit notamment par le manque de solidité de l'Union de la gauche, le Parti Socialiste et les Radicaux de Gauche étant encore trop sensibles aux pressions de la bourgeoisie monopoliste.

En attendant que ces conditions «*subjectives*» soient réunies, les révisionnistes proposent leur plan du 8 août : plan de déblocage de l'«*économie*» par la relance de la consommation populaire et quelques nationalisations. Les mesures de relance de la consommation reprennent un certain nombre de revendications que les travailleurs

auraient mis en avant dans leurs luttes, il y a maintenant près d'un an, et auxquelles les révisionnistes s'étaient opposés par tous les moyens, mais elles sont purement démagogiques : elles vont à l'encontre de la politique actuelle de redéploiement de la bourgeoisie impérialiste qui ne pourrait les accepter que sous la pression d'une forte offensive ouvrière. Or les révisionnistes, les luttes récentes l'ont montré, font tout pour s'y opposer. Ce qui est plus important pour eux, c'est d'essayer de canaliser les luttes vers le mot d'ordre de nationalisations. Cela rendrait crédible, pensent-ils, (aux yeux des ITC, des PME et de la petite bourgeoisie actuellement hésitants), les solutions du programme commun.

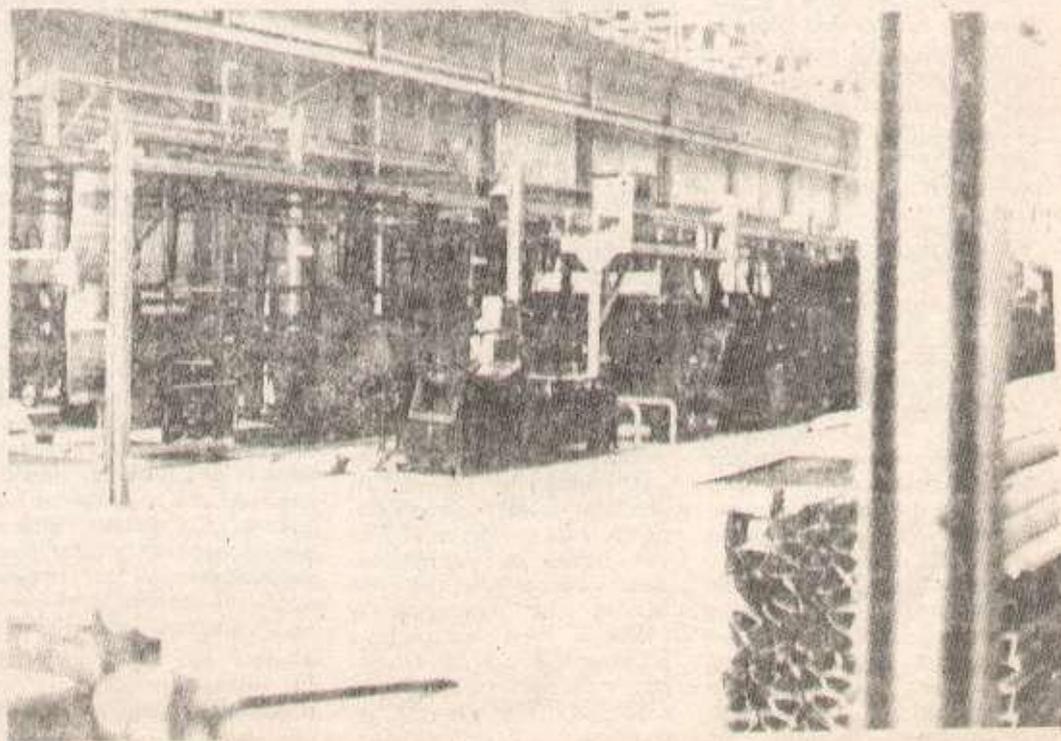
Parallèlement, les révisionnistes ont engagé une campagne pour élever la «*qualité de l'Union*», c'est-à-dire forcer les réformistes du PS à prendre en charge la défense du programme commun et une campagne sur les «*libertés*», essentiellement destinée à montrer aux cou-

ches auxquelles ils s'adressent leur volonté de préserver le cadre de la démocratie bourgeoise.

Mais, ce faisant, ils ne font qu'accroître leurs contradictions avec les masses. En tentant de canaliser les luttes dans la perspective du programme commun, ils sont amenés à tenter de briser de plus en plus ouvertement l'offensive d'ensemble de la classe ouvrière, à s'opposer aux luttes et aux revendications qui rentrent de moins en moins dans le cadre de leur analyse (Caron-Ozanne, Piron-Bretoncelles).

L'analyse de la crise par les révisionnistes, les solutions qu'ils proposent pour résoudre les difficultés économiques de la bourgeoisie s'inscrivent bien dans leur projet contre-révolutionnaire : tenter de détourner les masses populaires de la révolution prolétarienne, canaliser le large mouvement qui se développe actuellement vers leur projet de «*transformation*» du capitalisme en capitalisme d'Etat.

«*augmenter la productivité du travail*», c'est-à-dire intensifier l'exploitation des travailleurs



LA VIE DU PARTI

La vie et l'activité du Parti se sont articulées dans la récente période autour de quatre points essentiels

- Le travail de bilan dans le cadre du mouvement de rectification.
- L'activité des cellules d'entreprise, pour répondre aux exigences de la classe ouvrière face à la crise, pour préciser l'analyse de la situation politique.
- La parution du Quotidien du Peuple.
- La lutte contre la répression et les crimes franquistes.

Nous n'avons abordé ici qu'un des aspects de l'activité du Parti, les manifestations de solidarité aux peuples d'Espagne, le soutien pour les luttes à venir. Nous reviendrons ultérieurement sur les trois autres.



En Espagne, les derniers mois ont été marqués par une nouvelle montée révolutionnaire des masses, grèves, manifestations, etc... se sont multipliées contre le régime franquiste. Face à l'ampleur de ce mouvement des masses, le régime fasciste a répondu en faisant tirer sur les manifestations, en arrêtant des dizaines de militants du FRAP et de l'ETA, en assassinant cinq d'entre eux le 27 septembre 1975. Ces nouveaux actes de terreur du fascisme espagnol ont suscité dans les masses une immense indignation, une haine accrue du franquisme qui s'est matérialisée par de nombreux et amples mouvements dans lesquels notre Parti a pris une part active.

A Lyon, le lundi 15 septembre, plusieurs centaines de manifestants ont répondu à l'appel du FRAP, du PCR (ml), du CERAP, du PDUP et de l'UCJR. La manifestation traversant des quartiers populaires s'est rendue devant le consulat d'Espagne. Après une intervention en français et en espagnol, réaffirmant les mots d'ordre : « Vie sauve pour les militants du FRAP et de l'ETA », « Franco assassin, Giscard-Ponia complices ! », « Solidarité avec les peuples d'Espagne »... des drapeaux franquistes et US ont été brûlés, les manifestants se sont dispersés avec l'assurance de continuer la lutte.

Le vendredi 27, dès l'annonce de l'assassinat des cinq militants du FRAP et de l'ETA, des centaines de personnes se sont retrouvées devant le consulat d'Espagne pour manifester leur haine du franquisme, jusqu'au petit matin. Toute la matinée du samedi, notre Parti, le FRAP et d'autres organisations révolutionnaires ont développé un large travail d'agitation propagande, en sillonnant les rues, les marchés, en effectuant de nombreuses prises de parole, pour appeler à manifester l'après-midi. Cet appel a été largement entendu puisque, à 16 H, plusieurs milliers de manifestants ont marché sur le consulat dont les vitres volaient en éclats, puis se dirigeaient vers la Banque de Bilbao qui connut le même sort, sous les applaudissements. Cette manifestation de masse s'est ensuite dispersée dans les quartiers populaires, après qu'un appel à poursuivre la mobilisation ait été lancé.

Dans l'ensemble de ces mobilisations, l'UCJR a eu une participation active, en témoignant la participation importante de jeunes de CET et des lycées aux manifestations. Elle a poursuivi son activité pour développer la solidarité avec les peuples d'Espagne et pour la participation à « La Marche sur l'Espagne ». Par exemple en organisant une journée d'ac-

tion au lycée Ampère qui a débouché sur une manifestation ; celle-ci, après s'être rendue dans d'autres lycées, a regroupé plus d'un millier de jeunes qui ont fait connaître leur volonté de lutte et de solidarité avec les peuples d'Espagne en marchant sur la Préfecture et sur le journal local.

Dans les usines, les cellules d'entreprises du Parti, les syndicalistes révolutionnaires, ont impulsé pétitions et débrayages comme à Brandt, Paris-Rhône, etc...

A Bordeaux, à l'appel du FRAP, du PCR (ml), du Comité Espagne Libre, des Comités de soutien à la lutte des peuples d'Espagne... une première manifestation s'est déroulée le 19 septembre, regroupant plus d'un millier de personnes. Le 27 septembre, après l'annonce des cinq assassinats par Franco, une manifestation s'est tenue jusqu'à une heure avancée de la nuit, plusieurs milliers de manifestants se sont retrouvés devant le consulat. Après s'être heurtés aux forces de répression, après avoir atteint plusieurs objectifs (banques espagnoles...), les participants ont exprimé leur volonté de poursuivre la lutte, en formant des petits groupes qui sillonnèrent les quartiers populaires, quelques heures plus tard.

A la SIMFLEX, usine des environs de Bordeaux, la cellule du Parti et les syndicalistes révolutionnaires ont appelé à un débrayage suivi à 80%. Pendant le rassemblement, un camarade de la cellule du PCR (ml) a fait une intervention ; un débat s'est instauré entre les travailleurs qui s'est poursuivi longtemps après la fin du débrayage.

A Strasbourg, après les mobilisations effectuées dans le courant du mois de septembre, le vendredi 27, notre Parti, le Comité contre les peines de mort en Espagne, etc... ont organisé une manifestation devant la résidence du consul qui a regroupé plusieurs centaines de personnes. A 23 H, le train de Vintimille qui comportait des wagons pour l'Espagne, a été bloqué pendant une demi-heure et une intervention au micro de la gare a été faite pour expliquer le sens de l'action, soutenue par de nombreux voyageurs (notamment des soldats permissionnaires) et des cheminots.

Samedi après-midi, une manifestation d'un millier de personnes s'est dirigée sur le consulat d'Espagne. Après plusieurs charges violentes des CRS et une riposte des manifestants, ceux-ci se sont dispersés pour former des groupes de discussion renforcés par de nombreuses personnes qui les avaient rejoints.

pour s'opposer à la répression de la police de Poriawski.

A l'usine TELLIC, la cellule du PCR (ml) et les syndicalistes révolutionnaires ont appelé à un débrayage. Les travailleurs rassemblés ont engagé un débat où a été démythifiée la manifestation franquiste en Espagne, où ont été largement expliquées l'attitude des révolutionnaires et la situation du mouvement de lutte des masses espagnoles.

A Paris, dès le début du mois de septembre, plusieurs manifestations se sont déroulées à l'appel du FRAP, du PCR (ml) et de l'Humanité Rouge, rassemblant des milliers de personnes.

Ces mobilisations, le travail d'agitation propagande développé avec le FRAP et des forces progressistes et révolutionnaires, ont permis que se tienne à l'initiative du FRAP, avec le soutien actif de notre Parti et d'autres organisations, un meeting, dans une salle comble, à la Mutualité.

Au cours de ce meeting, où étaient présents de nombreux travailleurs espagnols, où la camarade du FRAP, récemment évadée des prisons franquistes, recut une véritable ovation, pendant tout le déroulement, fut affirmée la détermination de milliers de révolutionnaires et d'antifascistes de continuer la lutte, de développer la solidarité. L'intervention de notre Parti, après avoir dénoncé le franquisme, apporta toute notre solidarité et appela à intensifier la mobilisation, dénonça les fausses solutions de l'après-franquisme et affirma notre espoir dans la victoire de la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne.

A la fin du meeting, une nouvelle manifestation était convoquée.

Vendredi, à l'annonce des cinq assassinats, notre Parti a participé au rassemblement devant l'ambassade d'Espagne où toute la nuit des milliers de personnes sont venues crier leur haine du fascisme, discuter de la riposte nécessaire...

Samedi : une importante manifestation part de la place de la République et se déroule entre deux rangs d'une foule massée sur les trottoirs. A Barbès, les CRS bloquent la route. Le mot d'ordre est lancé «Tous à l'ambassade!». A son arrivée, le cortège venant de Barbès est applaudi par les restes du rassemblement du PCF et des syndicats qui ont déjà donné l'ordre de dispersion. Tout accès à l'ambassade est interdit par d'importantes forces de CRS, gardes mobiles. De nombreuses «forces» politiques appellent à la dispersion. Mais la détermination des manifestants est grande, et avec notre Parti qui n'appelle pas à se disperser, une nouvelle manifestation se forme et

s'engage dans les petites rues du quartier.

Lundi 29 septembre. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté et là aussi, la haine du franquisme était grande, de même qu'une volonté commune de saluer le combat des militants du FRAP et de l'ETA. Mais dès le début de la manifestation, le service d'ordre du PCF a violemment agressé le cortège du FRAP et de l'ETA qui se tenait en tête de la manifestation, soutenus par les forces révolutionnaires dont notre Parti. Le FRAP se maintint en tête de la manifestation. La mobilisation du Parti s'est poursuivie les jours suivants par des interventions sur les usines, les PTT, les hôpitaux et par une large campagne

d'explication sur la situation en Espagne.

A Grenoble, plusieurs manifestations se sont déroulées dans le mois de septembre, auxquelles notre Parti a activement participé avec le FRAP. En riposte aux crimes du franquisme, une manifestation de plusieurs centaines de personnes a arrêté le train «Le Talgo» malgré d'importantes forces de répression sur place.

A l'usine de la SESCOSEM, la cellule du Parti et les syndicalistes révolutionnaires dans la CFDT ont organisé un débrayage auquel ont participé plusieurs centaines de personnes.

MESSAGE DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (M-L) AU PARTI COMMUNISTE CHINOIS.

Au Président Mao Tsé Toung,
Au Comité Central du Parti Communiste Chinois

1^{er} Octobre 49 - 1^{er} octobre 78 : il y a 26 ans naissait la République Populaire de Chine. Cet événement historique, allait donner un nouvel espoir aux peuples du monde en lutte contre l'impérialisme.

En fêtant le 26^{ème} anniversaire de la Chine Populaire, nous fêtons en même temps le peuple chinois qui a su après des années de lutte héroïque, sous la direction du PCC ayant à sa tête le Président Mao Tsé Toung, débarrasser son pays du joug impérialiste et s'engager dans la voie de l'édification du socialisme.

Pour les communistes du monde entier et pour tous les progressistes, le 1^{er} octobre 49 a signifié une immense victoire et un immense espoir. Et aujourd'hui, nous pouvons affirmer : la République Populaire de Chine a tenu ses promesses ! Nous sommes fiers qu'elle soit devenue le plus grand bastion du socialisme dans le monde. Son exemple encourageant inspire les peuples du monde ; il a été glorieusement suivi cette année par les peuples d'Indo-

chine qui ont écrasé et bouté hors de chez eux l'impérialisme américain, l'une des deux super-puissances mondiales.

La Chine Populaire joue aujourd'hui un rôle primordial dans la constitution du Tiers monde en force politique défiant l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonie. Ce sont autant de contributions de la Chine au développement de la Révolution mondiale.

Après avoir mis à jour et dénoncé la trahison des révisionnistes kroutchéviens permettant ainsi aux communistes du monde entier de poursuivre leur lutte sur de justes bases marxistes-léninistes, le PCC a montré que la dégénérescence révisionniste, la restauration du capitalisme n'étaient nullement inévitables, en déclenchant et menant jusqu'au bout la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Il a montré que le moteur de l'édification du socialisme est la lutte révolutionnaire et qu'elle pouvait être victorieuse.

Aujourd'hui, l'aspiration et la confiance dans le socialisme sont consolidées dans le monde, la perspective enthousiasmante de l'homme nouveau apparaît clairement à travers le grand mouvement de critique contre Lin Biao et Confucius impulsé par le PCC.

Notre Parti trouve dans votre exemple un puissant encouragement et de riches enseignements pour mener la lutte de classes, faire la révolution et instaurer en France le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans.

A l'occasion du 26^{ème} anniversaire de la République Populaire de Chine, le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) adresse ses félicitations les plus chaleureuses au peuple chinois qui avance à grands pas dans l'édification du socialisme.

Nous exprimons les profonds sentiments communistes d'internationalisme prolétarien qui nous lient au glorieux Parti Communiste Chinois.

VIVE LE PRESIDENT MAO TSE TOUNG !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS !

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE !

LA LUTTE CONTRE LES INFLUENCES REVISIONNISTES DANS LE PARTI

Un important mouvement de rectification s'est engagé voilà quelques mois dans le P.C.R. (m.l).

Le premier objectif de ce mouvement est la lutte contre les influences révisionnistes dans le Parti. A première vue, cet objectif semble un peu banal. En effet, chacun sait que la lutte entre marxisme-léninisme et révisionnisme se mène constamment dans le Parti Communiste, que cette lutte n'est que le reflet dans le Parti de la lutte présente dans la société entre bourgeoisie et prolétariat. Le révisionnisme n'est que la traduction,

au plan du mouvement ouvrier, de la domination idéologique et politique de la bourgeoisie dans la société de classe : l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Lutter contre l'influence du révisionnisme dans le Parti, c'est prolonger au sein même du Parti la lutte pour la destruction de la dictature de la bourgeoisie, dans les formes spécifiques par lesquelles se manifeste le poids de cette dictature sur le Parti : constamment l'idéologie et la politique, parfois, si l'on n'y prête pas suffisamment attention l'infiltration et la destruction organisationnelle.

des marxistes-léninistes conscients. De cela découle la nécessité de mouvements de rectification à l'intérieur du Parti. Un mouvement de rectification est un mouvement privilégié de cette lutte. Il n'est pas le simple procès-verbal, la seule constatation d'erreurs politiques, sanctionnées par les faits, il est la recherche soignée des causes de ces erreurs. En ce sens, l'attitude qu'un Parti adopte face à ses erreurs est une appréciable façon de le juger. Va-t-il seulement les reconnaître quand l'évidence l'y contraint et se satisfaire d'une vague explication circonstanciée ? En ce cas, il ne s'agit nullement d'un mouvement de rectification, mais d'un simple revirement tactique, prélude à d'autres errements, une affaire de bon sens tardif et non un changement réel de point de vue. Un véritable mouvement de rectification s'appuie sur la conviction que l'origine profonde des erreurs apparues se trouve à l'intérieur même du Parti, met en lumière les causes internes du phénomène envisagé : les erreurs, et agit sur ces causes internes. C'est pourquoi un mouvement de rectification connaît en gros les phases suivantes : 1°) caractérisation globale des insuffisances et des erreurs apparues. 2°) bilan systématique du travail révolutionnaire engagé. 3°) caractérisation précise des erreurs et correction

de ces erreurs dans la pratique.

le mouvement de rectification une arme au service de l'idéologie prolétarienne

Un mouvement de rectification est donc le moyen par lequel les insuffisances et les erreurs idéologiques et politiques d'un Parti peuvent être combattues, il est une arme au service de l'idéologie prolétarienne et un moyen d'affirmation de la ligne juste, apparaissant à un certain degré de développement de la contradiction entre deux voies et deux lignes au sein du Parti. Si le mouvement de rectification n'est pas déclenché à temps, la ligne réactionnaire peut l'emporter dans le Parti et transformer la nature de ce parti. Inversement, le mouvement de rectification est le moyen par lequel progresse l'édification du Parti et s'effectue de manière privilégiée l'éducation de ses membres. L'éducation communiste est en effet en bonne part une éducation sur la lutte entre deux voies et entre deux lignes. N'est-ce pas d'ailleurs dans la lutte contre les lignes de Liou Chao Shi et Lin Piao que les communistes chinois ont approfondi considérablement leur assimila-

lutte entre deux voies,

lutte entre deux lignes

Les formes spécifiques dans le Parti de cet affrontement entre deux classes fondamentales dans la société : la bourgeoisie et le prolétariat sont la lutte entre deux voies, la lutte entre deux lignes. Sur le plan idéologique et sur le plan politique, deux conceptions du monde, deux voies, l'une bourgeoise, le révisionnisme, l'autre prolétarienne, le marxisme-léninisme s'affrontent en permanence et se transcrivent dans le processus d'élaboration de la ligne politique dominante dans le Parti, au point de définir, de s'acheminer vers la définition de deux lignes politiques opposées. Qu'on

le veuille ou non, voilà bien le processus permanent par lequel vit et se développe un parti communiste. Mais cette lutte n'est ni aveugle, ni mécanique. Le propre de l'idéologie prolétarienne, du marxisme-léninisme porté à son degré le plus achevé d'élaboration par Mao Tsé Toung est justement d'éclairer les lois selon lesquelles s'édifie le parti communiste. Que la lutte entre deux voies et deux lignes existe est une chose, mener cette lutte en vue d'assurer la domination de l'idéologie prolétarienne et d'une ligne politique juste sur le Parti, tel est le devoir, de plus,

tion de la théorie marxiste. Qu'aujourd'hui un mouvement de masse pour l'étude du marxisme-léninisme accompagne la lutte contre les lignes réactionnaires apparues au sein du Parti Communiste Chinois, que dans toutes les usines du pays les classiques révolutionnaires soient soigneusement étudiés en vue de leur application, voilà qui prouve l'étroite liaison entre la lutte entre les deux lignes et l'essor de l'éducation marxiste ; inspirons-nous à notre échelle de cet exemple.

la prise de conscience des erreurs et des insuffisances

Mais un mouvement de rectification se définit non seulement par les caractères généraux de la lutte entre deux voies, entre deux lignes au sein du Parti, il a évidemment un objet. Mouvement de lutte idéologique et politique, sa cible est définie par ce qui freine l'avancée du Parti dans une étape donnée de son édification, par la contradiction entre l'état de la relation Parti-masses à un moment donné de la construction de cette relation et l'objectif stratégique que le Parti s'assigne. Ainsi, le déclenchement du mouvement de rectification « contre les influences révisionnistes » dans le P.C.R. (m-l) correspond-il à un ensemble d'insuffisan-

ces et d'erreurs apparues dans la pratique de ces derniers mois. La prise de conscience de ces insuffisances et erreurs s'est effectuée à l'occasion des luttes ouvrières du printemps. A cette occasion, de nombreuses cellules d'entreprise du Parti se sont trouvées engagées dans des mouvements de lutte entrepris par les travailleurs d'Usinor, de Besançon, de Chausson. Les caractéristiques de ces mouvements de lutte, bien qu'inégalement recoupées, consistent dans le fait qu'après une assez longue situation d'attente, la classe ouvrière recourt à l'offensive, mais que cette offensive est ponctuelle d'une part, d'autre part que le poids de la politique de crise pèse lourdement sur les mouvements de lutte engagés : hésitations, scepticisme sur l'issue de la lutte, faiblesse par rapport aux manœuvres révisionnistes conduisent ces mouvements à de demi-succès, c'est-à-dire à de demi-échecs. De plus, le caractère minoritaire des actions en cours ne parvient pas dans beaucoup de cas à être dépassé. Dans l'ensemble de ces luttes, les cellules d'entreprise du Parti ont subi ces hésitations, elles ont rencontré de grandes difficultés à tracer une nette ligne de démarcation avec la gestion révisionniste de ces luttes ; bref, elles sont restées longtemps sur la défensive. Ce qui s'est manifesté alors c'est une contradiction entre la ligne offensive proclamée par le Parti dans la lutte contre la crise politique de la bour-

geoisie et une pratique entrant de fait en contradiction avec cette ligne. Or, cette contradiction, révélée par la pratique de certaines cellules d'entreprise, n'était pas une particularité circonscrite à ces organisations, mais bien une réalité de l'essentiel des organisations du Parti. Examinons-en l'enjeu.

l'édification idéologique et politique du Parti.

Renforcer l'édification idéologique et politique du Parti, la liaison aux masses du Parti. La pression des influences révisionnistes sur le Parti, dans un contexte favorable à cette pression, a, de fait, mis à jour le caractère limité de l'édification idéologique et politique du Parti réalisée jusque là. Cette limite est bien en réalité l'obstacle majeur au développement du Parti. Le dégagement d'une force marxiste-léniniste autonome par rapport au révisionnisme passe par une série de luttes et par un certain nombre d'étapes qui ne peuvent toutes être franchies simultanément. Le propre des mouvements de rectification est justement d'aider successivement à les franchir. Entre la proclamation du projet marxiste-léniniste sur une base générale de principes et la fusion de ces principes avec le mouvement ouvrier permettant la

victoire de la révolution se déroulent des luttes au cours sinueux où rien d'emblée ne permet d'affirmer qui l'emportera du révisionnisme ou du marxisme-léninisme. Cette lutte se prolonge dans la société socialiste où elle devient particulièrement âpre. S'armer pour cette lutte, c'est édifier idéologiquement et politiquement le Parti. Notre Parti a déjà mené dans sa brève histoire un certain nombre de combats pour l'affirmation du marxisme-léninisme et l'écrasement du révisionnisme dans ses rangs. Depuis l'adoption d'une base de principes pour la lutte contre la scission révisionniste au sein du mouvement communiste international, la bataille pour la création du Parti, base d'une rupture conséquente sur tous les plans avec le révisionnisme, mais non encore la réalité sur tous les plans de cette rupture, la bataille pour le programme communiste, la bataille pour l'organisation révolutionnaire des masses sur la base du programme jusqu'à la lutte actuelle, il s'agit chaque fois de vérifier et d'approfondir la rupture proclamée avec le révisionnisme. Cette démarcation porte aujourd'hui essentiellement sur la conception de la relation Parti-masses, et, en fonction de cette relation, de la vie même du Parti. Considérer les masses comme soumises entièrement au révisionnisme et seulement capables de s'en détacher petit à petit sur les injonctions et explications du Parti, ou examiner avec soin la lutte qui se mène au sein des masses entre soumission et révolte contre le révisionnisme, voilà bien deux concep-

tions fondamentalement opposées, qui apportent deux réponses différentes à la question : comment faire faire aux masses l'expérience du révisionnisme ? Le premier point de vue limite la bataille anti-révionniste à un travail de propagande générale et aux occasions où, dans le cours de la lutte de classes, comme on dit, les révionnistes se démasquent, par exemple, en trahissant ouvertement une lutte. Quand il n'y a pas de mouvement revendicatif ou quand ce mouvement revendicatif est faible, isolé, la démarcation pratique avec le révionnisme s'établit difficilement. C'est le travail par à-coups, le repli syndicaliste, bref, l'ensemble des manifestations que nous avons pu examiner. Le second point de vue implique une bataille permanente sur le terrain contre le révionnisme conçu, non seulement dans les limites organisées

et conscientes du PCF et des organisations qui lui sont liées, mais comme l'ensemble des points faibles de la classe ouvrière. Une telle bataille se fonde sur la réalité des petites victoires que remportent chaque jour les masses sur le révionnisme, chaque fois qu'elles luttent, chaque fois que se manifestent leurs aspirations révolutionnaires. Mais du fait de la domination encore solide et globale du révionnisme, ces petites victoires restent sans lendemain, si le Parti n'est pas en mesure d'en dégager les leçons, d'en systématiser l'expérience et la renvoyer aux masses sans faire de propositions d'ensemble. L'enrichissement de la ligne politique du Parti doit se fonder constamment sur sa capacité à s'emparer de ces petites victoires, de ces petits reculs du révionnisme pour les renvoyer aux masses et accroître ainsi leur force et leur conscience

dans la lutte anti-révionniste. Ainsi, le Parti n'est plus seulement celui qui dit vrai, celui qui a raison, mais celui qui accumule en lui l'acquis des victoires des masses sur le révionnisme et qui dit vrai pour cela aussi.

Edifier le Parti sur la base de cette relation, c'est œuvrer à résoudre la contradiction entre l'extériorité de la théorie révolutionnaire, issue de l'expérience historique du prolétariat et le mouvement ouvrier aux prises avec la domination révionniste. Mais pour cela justement, il faut assimiler en profondeur le marxisme-léninisme et la ligne politique du Parti, examiner le fonctionnement du centralisme démocratique dans le Parti et son style de travail, pour venir à bout de la conception révionniste de la relation Parti-masses. Ce sera la suite.

LA SITUATION DE LA JEUNESSE : ACQUIS ET PERSPECTIVES DE L'UCJR

à l'ordre du jour :
la constitution
d'un vaste
mouvement
dans la jeunesse.

La crise politique de l'impérialisme français signifie un aiguïsement sans précédent de toutes les contradictions dans lesquelles sont impliqués les jeunes (emploi, armée, famille, école, «loisirs»...). Aujourd'hui cependant, les choses s'accélèrent : la dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail de la jeunesse issue du peuple se produit en effet à un moment où la plupart des dérivatifs idéo-

logiques d'un passé pourtant récent font de moins en moins recette (drogue, communautés...). De ce fait, la révolte des jeunes et les comptes qu'ils demandent sur leur avenir se fixent nécessairement des cibles plus précises.

Dans le même temps, la combativité et la participation active des jeunes ouvriers à toutes les luttes de leur classe, grèves, occupations,

mobilisations anti-chômage, permet d'entrevoir la constitution sur une base très large d'un mouvement unique de la jeunesse, passant d'une contestation isolée, dispersée, de tel ou tel aspect de la domination bourgeoise à la remise en cause d'ensemble de la société capitaliste. Dans le feu de l'action, ils tendent en effet à résoudre les problèmes sur lesquels a buté jusqu'à présent le mouvement de la jeunesse

scolarisée (organisation, précisions des objectifs, unité avec la classe ouvrière). Dans l'immédiat, les jeunes travailleurs constituent à coup sûr le pôle autour duquel peut et doit s'organiser contre le chômage la mobilisation de tous ceux dont la bourgeoisie espère qu'ils ne sauront pas lutter en raison de leur désorganisation et de leur arrivée en ordre dispersé sur le marché du travail.

L'enjeu de cette évolution, c'est la place plus ou moins grande qu'occupent les jeunes, en tant que force révolutionnaire organisée, dans le cadre d'un développement plus important des contradictions de classe; le prolétariat a tout intérêt à la consolidation de cette force. Non seulement il gagne là un allié précieux, enthousiaste et déterminé pour la bataille, mais il peut trouver en lui un utile propagandiste de sa cause dans de très larges couches du peuple.

les campagnes de la bourgeoisie

La bourgeoisie d'ailleurs n'ignore pas le danger et les campagnes actuelles de la presse qui mettent à la une les différents problèmes de la jeunesse, sont là pour le prouver.

Ses premières mesures ont eu cependant des résultats extrêmement faibles : les seuls succès dont elles puissent se prévaloir - et pour combien de temps ? - concernent l'armée où les réformattes de Bourges accompagnées d'ailleurs d'un nouveau règlement militaire qui renforce la discipline réactionnaire semblent avoir momentanément calmé un mouvement de soldats certes très profond mais encore très fragile. Dans les autres secteurs, c'est l'échec : on remarque dans les écoles, malgré Haby, et ce dès la rentrée, une activité révolutionnaire

inaccoutumée centrée notamment sur les questions anti-impérialistes. Quant aux dispositions sur le chômage ou sur la formation permanente, le peu de contrats emploi-formation conclus jusqu'à présent, montre l'écho qu'elles ont reçu : à vrai dire, les jeunes qui ont expérimenté pendant deux ans, au CES et au CET, les bénéfices de la loi Royer, ne sont pas prêts à recommencer avec Duraffour. A l'alternative que leur propose la bourgeoisie - rester un trimestre de plus à l'école ou même à la caserne, ou travailler gratuitement pendant 6 mois pour un patron - les milliers de jeunes répondent par une volonté croissante de lutte contre le chômage.

Le peu de succès de ces mesures démagogiques est à l'origine d'une campagne anti-jeunes qui se développe aujourd'hui très largement. En direction des masses populaires, il s'agit de donner une image déformée, odieuse, de la jeunesse : l'accent est mis ici sur la délinquance ou la « dégradation des mœurs ». En direction même des jeunes : là on entre effectivement de plein pied dans leurs problèmes, mais tous les procédés sont bons pour faire comprendre qu'ils ne sont pas salubres. Significatif est de ce point de vue ce sondage récent qui veut prouver à chaque jeune que si lui-même est révolté, la grande majorité des autres se satisfait des bas salaires et se déclare prête à travailler même à n'importe quelles conditions. Significatifs aussi ces films où la violence individuelle apparaît comme le seul moyen de s'affirmer contre la société (Rollerball...).

L'apologie systématique de la violence réactionnaire, plus dangereuse encore, sous-tend aujourd'hui d'évidentes tentatives d'embrigadement et d'utilisation à des fins contre-révolutionnaires des franges les plus désespérées de la jeunesse.

La logique de la bourgeoisie dans la situation actuelle ne se limite évi-



Au camp de loisirs de cet été : départ d'une brigade d'agit-prop de l'UCJR.

demment pas qu'aux campagnes de propagande. Elle comprend aussi le déploiement et le renforcement de tout l'appareil de répression : la multiplication des opérations de police dans les grands ensembles les milices privées, créées ici ou là auxquelles on fait large écho, les assassinats de jeunes qui suivent de véritables appels au meurtre (Somme dieu) sont autant de mesures d'intimidation contre toutes les velléités de résistance ou de révolte. C'est dans ce sens aussi que vont les condamnations de jeunes de plus en plus sévères et volontairement spectaculaires prononcées par les tribunaux (condamnation à mort d'un adolescent à Beauvais).

Ainsi sur tous les plans se développe contre la jeunesse issue du peuple une offensive réactionnaire d'une grande ampleur : elle appelle une riposte de masse et la constitution rapide d'un mouvement révolutionnaire unique de la jeunesse, envisageant façon consciente sa liaison avec les luttes du prolétariat.

manceuvres révisionnistes dans la jeunesse.

Le jeu du P«C»F dans cette affaire est extrêmement dangereux : la volonté des révisionnistes de faire disparaître tous les facteurs pouvant accroître leurs difficultés, implique qu'ils disposent d'une influence plus importante dans la jeunesse, qu'ils considèrent comme un secteur où peuvent se développer des idées opposées à leurs perspectives de gestion loyale du capitalisme. Pour occuper le terrain ils doivent donc apparaître comme la seule force révolutionnaire, capable d'engager ponctuellement des luttes. D'où l'activité débordante de la jeunesse révisionniste, les actions à caractère spectaculaire sur le Chili, le chômage et aujourd'hui l'Espagne. Les premiers sacrifiés en cette affaire seront sans doute - et personne ne s'en plaindra - les groupes trotskistes, dont la fonction de rabatteurs de l'Union de la Gauche sera prise en

mais directement par la J«C», et sous des formes d'ailleurs presque identiques.

Les révisionnistes peuvent un temps espérer faire illusion, mais ils ne font à terme que reporter dans leurs propres rangs les contradictions qu'ils prétendent aujourd'hui résoudre. Ils ne pourront en effet masquer longtemps aux yeux de ceux qu'il gagnent sur des bases sincères de lutte anti-capitaliste, l'opposition entre leurs paroles et leur ligne de collaboration de classes. Là même où ils publient des listes et des listes d'adhésion, des jeunes commencent à leur demander des comptes.

Pourquoi au-delà du m'as-tu-vu, n'y-a-t-il pas de lutte réelle prolongée et de victoires nettes remportées contre le chômage pour ne citer que cet exemple ?

Pourquoi matraque-t-on les révolutionnaires et les anti-fascistes espagnols ou les militants marxistes-léninistes ?

Pourquoi ne constitue-t-on pas des cercles de cette «organisation révolutionnaire» dans les usines ?

Il dépend aujourd'hui du développement de l'UCJR que ces questions trouvent une réponse correcte et que les jeunes momentanément trompés par les grandes phrases du P«C»F trou-

vent effectivement la voie de la révolution.

acquis et perspectives de l'U.C.J.R.

L'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire est née en mai 75. Son existence est le produit d'un effort important des marxistes-léninistes pour développer un secteur de travail dans lequel depuis longtemps leur expérience avait été nécessairement et volontairement limitée.

En 6 mois, l'expérience a prouvé que le projet de construction d'une authentique organisation révolutionnaire de la jeunesse correspond aux besoins du mouvement lui-même, au bilan que tirent de leur pratique antérieure de nombreux jeunes : la conclusion qui se dégage en effet des luttes de ces trois dernières années, c'est que, si elles ont revêtu une ampleur considérable, témoignant d'une remise en cause en profondeur de la société capitaliste sous tous ses aspects, leur faible degré d'organisation, leur coupure avec la classe ouvrière sont à l'origine d'une regrettable dispersion, d'un important gaspillage de

forces sur lesquelles s'appuient aujourd'hui les révisionnistes pour refaire le terrain perdu et développer leur vaste entreprise de manipulation.

Cette première étape où se sont élaborées les positions politiques de l'UCJR, où elles ont commencé à se vérifier et à s'enrichir dans la pratique, a vu se préciser une série de questions importantes de son édification. Le parti marxiste-léniniste et ses organismes de direction ont dû consacrer à ces problèmes une attention d'autant plus constante que les points solides de référence historique pour entreprendre une telle tâche sont peu nombreux. Depuis longtemps en effet et ce jusqu'à la dégénérescence révisionniste, c'est sur ces organisations dans la jeunesse que se sont concentrés les points les plus négatifs de la pratique du P«C»F. De plus, dans la période-même de reconstruction des forces révolutionnaires, c'est parmi les jeunes notamment dans les écoles-que sont apparus ou réapparus les plus grands facteurs de confusion (trotskisme, spontanéisme...). Le danger dans ces conditions était réel de concevoir l'organisation de la jeunesse comme la simple expression d'un vague courant révolutionnaire, plutôt informel indépendant de fait quant à sa ligne, soit comme un espèce de sous-parti strictement délimité et singeant le parti marxiste-léniniste, niant dans la pratique les voies par lesquelles les jeunes viennent à la révolution.

Les 6 mois de pratique ont permis de mesurer la réalité de ce danger et d'avancer dans la liquidation des deux défauts qui en découlent et qui d'ailleurs se sont succédés dans le travail de masse de l'organisation.

Le premier consiste à suivre pas à pas les initiatives spontanées de la jeunesse sans essayer de les guider politiquement, sans les référer à la situation d'ensemble de la lutte de classe : il s'est manifesté

localement par une évidente réticence à organiser le soutien aux luttes ouvrières du troisième trimestre 75. Ce défaut laisse désarmés les militants face aux échecs et aux reculs d'un mouvement dont le principal défaut est justement d'être trop isolé (exemple: mouvement Haby).

Le deuxième consiste au contraire à plaquer dogmatiquement la ligne du Parti, à se contenter du point de vue de la propagande d'explications sommaires sur «l'unité populaire, la place des jeunes dans le mouvement d'ensemble...», au lieu d'envisager les modalités concrètes de l'impulsion d'un vaste mouvement de «servir le peuple», les forces et les idées qui s'y opposent...

Ces deux défauts reviennent en fait à nier à l'organisation de jeunesse toute l'initiative politique qu'elle doit mettre en œuvre pour étudier, analyser, à la lumière de la ligne du Parti, et dans le but de l'enrichir, la situation propre de la jeunesse, ses idées, ses réactions face à tel ou tel événement, telle ou telle campagne de la bourgeoisie ou des révisionnistes : ils sont à l'origine d'un apolitisme que l'UCJR devra combattre dans la période qui vient.

Ainsi un fois définies par le Parti les orientations d'ensemble du travail révolutionnaire, l'autonomie de l'organisation de jeunesse apparaît comme une claire autonomie de tâches : cela signifie prendre en mains les campagnes particulières qui vont dans le sens de l'application de la ligne d'ensemble, les spécifier, les adapter aux forces qu'on veut mobiliser (exemple : campagne anti-Ponia). Une telle autonomie implique évidemment que l'UCJR pense elle-même d'une façon nouvelle les normes de son propre fonctionnement. Dans ce domaine, les problèmes ne manquent pas qui diffèrent de ceux que doit résoudre d'une façon prioritaire le Parti lui-même.

= contradiction entre le niveau politique des cadres et la nécessité pour eux de diriger effectivement l'or-



Les élèves des CET manifestant leur soutien à la lutte de Renault.

au camp de l'U.C.J.R.



meeting-débat sur la Résistance dans le Jura.



Enquêtes dans la paysannerie du Jura.



L'UCJR mobilise la population pour le soutien à la lutte de la Résistance Palestinienne.

ganisation : à résoudre par leur participation simultanée au travail de conception et d'impulsion de l'activité sur le terrain.

- contradiction entre la stabilité nécessaire d'un fonctionnement organisé et la situation des jeunes dans la société capitaliste qui les pousse à une relative instabilité, entre la nécessité d'une direction centralisée et les tendances dominantes dans la jeunesse qui conduisent plutôt au refus de toute autorité et à la dispersion : à résoudre par l'expérience prolongée du travail de masse et par la participation quotidienne à la lutte anti-capitaliste.

- contradictions entre les jeunes d'âges ou de niveaux politiques différents : à résoudre par la mobilisation et l'éducation différenciées des militants sur les mêmes thèmes.

- contradiction entre les jeunes issus d'origine différentes (jeunes travailleurs, lycéens, apprentis) : à résoudre par le contact systématique avec la vie et les luttes des masses populaires, par des réunions de discussions larges et d'échange...

Pour affirmer cette autonomie de fonctionnement qui prend en considération la situation particulière de la jeunesse dans la société capitaliste et notamment sa coupure avec la production et la lutte de classes le Parti dût lutter dans ses propres rangs contre des pratiques consistant à exercer sur les cercles de l'Union un contrôle tâillon, une tutelle pesante qui annihilait les capacités d'initiatives des jeunes militants plus qu'elle ne leur permettait de progresser politiquement.

Aujourd'hui c'est effectivement un Comité National composé de jeunes qui dirige l'Union (moyenne d'âge : 19 ans), qui décide des campagnes, définit les plans d'éducation, précise pas à pas si nécessaire les axes de rectification.

Le fait qu'il revienne entièrement à tous les niveaux, aux militants de l'UCJR de prendre en charge les mille et une questions complexes de la lutte de classes, est le signe que le Parti marxiste-léniniste n'a pas cédé à la facilité et qu'il entend effectivement faire de l'UCJR une vaste école du communisme.

Cependant il faut passer maintenant comme l'exige la situation à une nouvelle étape.

Riposter aux attaques de la bourgeoisie, faire écho aux manœuvres révisionnistes dans la jeunesse, implique que l'UCJR, d'une organisation capable d'affirmer ponctuellement sa ligne et la présence d'un point de vue marxiste-léniniste, devienne une force qui prouve dans la lutte sa capacité à diriger.

Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est engager de vastes actions de masse, capables par les cibles concrètes qu'elles se fixent, de susciter l'adhésion de nombreux jeunes, de déboucher, à l'opposé des opérations révisionnistes à caractère publicitaire, sur l'organisation stable et prolongée de secteurs importants de la jeunesse.

Nos camarades de Lyon, qui lors des actions de solidarité avec les peuples d'Espagne, mettent plusieurs établissements scolaires en grève, organisent une manifestation de quelques centaines de jeunes, ceux de Chalons-sur-Marne qui à l'occasion de la journée du 23 s'unissent à plusieurs dizaines aux ouvriers de Magirus en lutte contre le chômage, ceux de Béthune qui, il y a quelques mois, mobilisaient les lycéens pour le soutien aux travailleurs de Cip Bailleuf, ou ceux de Grenoble qui travaillent avec plusieurs dizaines de jeunes sur un quartier à l'animation d'un comité anti-répresseion montrent la voie de l'édification d'une force révolutionnaire alternative puissante dans la jeunesse.

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS : UN PARTI FORGE PAR LA LUTTE DE CLASSES

Nous présentons ci-dessous un article donnant un aperçu du déroulement de la lutte entre les deux voies au sein du Parti Communiste Chinois, il n'est pas question pour nous de tracer ici un bilan complet des dix grandes luttes entre les deux voies au sein de ce parti, encore

Le 1^{er} octobre 1949, le peuple chinois se libérait, acclamait la fondation de la République Populaire de Chine : derrière lui, 28 années de combats sous la direction du Parti Communiste Chinois, « un chemin jonché de ronces » frayé au prix d'erreurs et de rectifications, « l'expérience prolongée de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti ». Devant lui, un monde nouveau à construire, à arracher aux eaux boueuses du capitalisme et des idées bourgeoises déposées depuis des siècles par les oppresseurs du peuple.

quelle révolution ?

En 1921, à sa création, le PCC est loin d'être unifié sur cette question, sur son but stratégique : s'agit-il de la révolution socialiste comme vient de l'accomplir l'Union Soviétique ? S'agit-il d'abord de la *révolution démocratique bourgeoise* ? Où est la contradiction principale à résoudre dans un pays où impérialistes étrangers et seigneurs féodaux se partagent la domination ? Quelle classe doit diriger la révolution et avec quels alliés ? La tâche de la

révolution n'est pas résolue, la question des forces, des rapports de classe ne peut pas trouver de solution juste. Deux réponses principales sont apportées à cette époque et déterminent la ligne du Parti : celle de Tchen Tchiou, qui, estimant le prolétariat « trop jeune » donnait la direction de la révolution à la bourgeoisie et à son parti, le Kuomintang, alors engagé sur une voie progressiste par Sun-Yat-Sen.

Tchang Kouo-Tao qui, n'ayant d'yeux que pour les grèves et mouvements ouvriers, se fixait pour tâche de préparer des soulèvements armés dans les villes et d'y réaliser la révolution socialiste. Erreur de droite, erreur de « gauche »... jusqu'en 1927-28, les principales forces du Parti sont concentrées dans les villes ; les grandes grèves ouvrières de 1921-1925 ont prouvé l'importance grandissante du prolétariat, sa maturité politique ; le Parti prend alors l'initiative de plusieurs soulèvements armés à Nanchang, Changhaï, Canton... mais l'échec est sanglant : Tchiang Kai Shek, réactionnaire dirigeant le Kuomintang depuis la mort de Sun Yat Sen, rompt l'alliance avec le PC et lance ses forces dans la répression populaire et l'écrasement des communistes.

moins d'écrire l'histoire du glorieux Parti Communiste Chinois. Mais, nous espérons que cet article donnera les points de repère essentiels à une meilleure connaissance de l'histoire du PCC, des riches renseignements qu'elle renferme pour notre combat aujourd'hui.

créer des bases d'appui à la campagne

La pratique a sanctionné les erreurs gauchistes des années précédentes. La rectification s'engage sur trois points :

1) UN ALLIÉ SUR : LA PAYSANNERIE

Dès 1927, l'enquête approfondie menée par Mao Tsé-Toung chez les paysans du Hounan, porte le problème devant le Parti : le Parti veut lutter contre les féodaux, mais est-ce que la paysannerie — la classe la plus nombreuse

en Chine — ne mène pas déjà une lutte puissante contre le pouvoir des despotes locaux et des grands propriétaires fonciers ? Pendant plusieurs années, Mao mène une lutte à contre courant, contre les idées encore largement répandues dans le Parti. Ainsi en 1930, il écrit : « Il est donc erroné de renoncer à la lutte dans les villes ; mais à notre avis, tout membre du Parti qui redouterait de voir les forces paysannes dépasser les forces de la classe ouvrière au préjudice de la révolution, serait également dans l'erreur. »

L'enjeu de sa lutte, c'est la confiance que le Parti doit mettre dans la paysannerie, dans sa capacité à prendre part à la révolution ; l'enjeu de sa lutte,



Le Président Mao s'entretient avec des paysans à Yenan.

c'est d'imposer l'idée que la paysannerie est cet allié que cherche le prolétariat, l'allié le plus nombreux et le plus fidèle. L'enjeu de sa lutte, c'est de libérer des régions entières du joug des féodaux, d'y instaurer « le pouvoir rouge », de créer des bases d'appui à la campagne de façon à encercler les villes.

2) LA LUTTE ARMÉE, FORME PRINCIPALE DE LUTTE

La lutte armée est-elle la forme principale de lutte dans la révolution chinoise ? ou bien est-ce la préparation politique d'un mouvement d'insurrection ? Tirant la leçon des échecs dans les villes, le Parti Communiste Chinois s'empare fermement de la lutte armée, organise les paysans dans la « guerre de partisans ». Non sans réticences et incompréhensions au sein du Parti : en 29-30, avec Li Li-san, comme en 31-35 avec Wang Ming, des erreurs de gauche tendent à réparaître. Leur base, c'est la confusion sur la nature de la révolution à accomplir. Si la révolution doit être courte, gagner rapidement les villes et instaurer le socialisme, alors pourquoi faire de l'Armée Rouge, l'armée des paysans ? Pourquoi épuiser l'ennemi dans une guerre de harcèlement plutôt que se lancer tout de suite dans « une guerre de positions » ? Malgré ces erreurs, la rectification permet au Parti de libérer de larges régions et d'y édifier « le pouvoir rouge. »

3) L'EDIFICATION DU PARTI

Alliance avec la paysannerie, lutte armée... à travers la réponse à ces questions, l'édification du Parti est en jeu. Conséquence de la rectification, le Parti se renforce à la campagne, s'enrichit de nouvelles expériences, de nouvelles connaissances qui complètent, précisent la ligne politique, militaire. Mais les erreurs politiques de « gauche » contrecarrent cette avancée, facilitent les attaques du Kuomintang, exposent le Parti aux coups des réactionnaires. Le prix que le PCC et le peuple

chinois payerent ces erreurs est connu : 90% des territoires libérés perdus, 90% des forces armées anéanties, une marche incessante de 10.000 km (La Longue Marche) qui permit à 30.000 hommes de reprendre le combat sur des bases nouvelles.

**lutter contre
lutter contre les
envahisseurs
japonais**

1) RALLIER
LA BOURGEOISIE
NATIONALE...

1935 : — La Longue Marche n'est pas encore terminée - la conférence Tsouenyi critique les erreurs de « gauche », met en lumière leur racine politique, et Mao Tsé-Toung prend la direction du Parti.

La Chine est entrée dans une nouvelle phase de son histoire : avec la neutralité bienveillante du Kuomintang, l'impérialisme japonais est en train de dépecer le territoire chinois.

La tâche de la révolution, c'est de libérer le pays, d'unir sous la direction du prolétariat toutes les forces qui veulent cette libération. Toutes, y compris la bourgeoisie nationale, y compris l'ennemi d'hier, le Kuomintang. Approfondissant l'analyse des classes qu'il avait esquissée plusieurs années auparavant, Mao combat l'idée de Tchang Kouo-Tao que « la bourgeoisie nationale ne peut pas être un allié ». Montrant qu'après avoir participé aux débuts de la révolution agraire, en 24-27, elle avait pris peur devant les mouvements armés du prolétariat, Mao souligne le caractère contradictoire de cette classe et avance l'idée : « s'unir avec la bourgeoisie tout en luttant contre elle ». Front uni et lutte idéologique, politique, quand la bourgeoisie craint avant tout les visées de l'impérialisme ou veut étendre son influence contre les féodaux ; lutte armée quand le prolétariat devient mena-



Le Kuomintang réprime sauvagement les mouvements populaires. Ici, Nankin en 1927.

çant pour sa domination, tel est le caractère changeant de la bourgeoisie qui en fait tour à tour un allié - et concurrent - et un ennemi. En 1935, d'ennemi, la bourgeoisie peut devenir un allié contre les Japonais. Au Parti Communiste de s'emparer de cet aspect nouveau, de cette nouvelle contradiction.

Le 9 décembre 1935, sous la direction du PC, des milliers d'étudiants manifestent contre l'impérialisme japonais. Le mouvement de masse, dès lors, ne peut plus être arrêté. Sous la pression des contradictions qui le divisent, le Kuomintang doit accepter la trêve avec le PC et s'engage dans la lutte anti-impérialiste.

2)... SOUS LA DIRECTION
DU PARTI COMMUNISTE

La question de l'alliance avec la bourgeoisie nationale posée devant le Parti, des voix contradictoires se font entendre, qui toutes soulèvent le même problème : dans cette alliance, dans cette guerre, qui doit diriger, le PC ou le Kuomintang ? En clair, quelle classe doit détenir le pouvoir, la bourgeoisie nationale ou bien le prolétariat allié à la paysannerie ? Ainsi deux positions s'affrontent :

* ceux qui, croyant à la possibilité d'une guerre rapide, menée avec de gros-

ses formations armées, hésitent à mobiliser les masses pour combattre et créer des bases d'appui, proposent comme Liou Chao Chi, une armée unique et dirigée par le Kuo Min Tang.

* ceux qui, prenant en compte le caractère prolongé et acharné de la guerre, cherchent dans le peuple les forces vives de la guerre, exploitent à fond les avantages de la « guerre de partisans » et édifient de solides bases arrière, économiques et politiques.

Seuls les seconds ont rencontré le succès, scellant ainsi la justesse de la ligne du Parti : en 3 ans, de 37 à 40, le Parti a multiplié ses forces par 20. Le Parti maintenant, a prouvé qu'il pouvait diriger la révolution chinoise.

**unir tout le
peuple sous la
direction
du Parti**

« Il ne suffit pas d'unir tous nos membres, il faut unir tout le peuple » telle est la tâche fixée au Parti par Mao Tsé-Toung en février 42.

Unir tout le peuple parce que, désormais, la défaite de l'impérialisme japonais est inévitable, parce qu'il faut l'isoler encore plus. Unir tout le peuple, parce qu'il faut faire des basses d'appui à la campagne de véritables fiefs du pouvoir populaire, parce qu'il faut préparer l'insurrection armée des villes.

Pour arracher du Parti les hésitations, l'incrédulité suscitées par une telle tâche, un vaste « mouvement d'éducation marxiste » est lancé. Mouvement de rectification qui vise non une ligne erronée, mais la base des hésitations, des doutes et en fin de compte des erreurs, le style de travail routinier qui ne procède pas par enquêtes et études systématiques, qui se contente du déjà connu, de l'ancien, et oublie d'être à l'écoute du nouveau. En mettant clairement en lumière l'existence de deux conceptions du monde — celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie — de deux attitudes contradictoires — l'attitude subjectiviste et l'attitude marxiste-léniniste — Mao posait les bases pour une avancée nouvelle du Parti : avancée politique fondée sur une conscience claire de la lutte entre les deux voies.

la question du pouvoir

Avec la défaite des Japonais en 45, c'est la question du pouvoir qui est ouvertement posée ; deux partis ont officiellement pris part à la libération du pays : le Kuomintang des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore, le Parti Communiste, parti qui plonge ses racines dans le peuple ; l'un et l'autre dirigeant des régions entières. Pour Mao Tsé-Toung et la majeure partie du PC, l'enjeu est clair : il faut achever la révolution de démocratie nouvelle en imposant au Kuomintang un gouvernement de coalition. Contraint par les contradictions qui rendent son parti incontrôlable, Tchiang Kai Shek doit accepter, aux

négociations de Tchongking (octobre 45) de partager le pouvoir, mais, dès juillet 46, il rompt l'accord



Mao passe l'armée de libération en revue : 80% des fusils, 70% des munitions pris à l'ennemi.

et attaque. C'était un démenti brûlant à ceux qui depuis le début du Front Uni, n'avaient cessé de prêcher la soumission au Kuomintang, la « suppression des organisations du Parti » dans l'armée, qui, comme Liou Chao-Chi, affirmaient qu'après la victoire sur le Japon « la forme principale de lutte était devenue pacifique et parlementaire », qu'il fallait « rendre les armes ». N'était-ce pas la même politique que celle de Thorez en France, de Togliatti en Italie qui ont ainsi réduit à néant les luttes du peuple, qui ont jeté le prolétariat aux pieds de la bourgeoisie ? Cette tentative de capitulation ayant échoué en Chine, la cible de la révolution était désormais claire : anéantir les forces réactionnaires, en déplaçant le centre du travail de la campagne vers la ville, pour arracher le pouvoir dans tout le pays.

voie capitaliste ou voie socialiste ?

La fondation de la République Populaire de Chine clôt la première phase de la révolution chinoise — celles des tâches nationales démocratiques de cette révolution. De 1949 à nos jours, la question fondamentale qui sous-tend tout le travail du Parti, c'est celle de l'édification

d'une société socialiste, société de transition au communisme.

En 1949, où en est la

après la réforme agraire, c'est en 1953, l'apparition des premières coopératives dans les campagnes... En 1956, la transformation socialiste de l'économie est achevée pour l'essentiel. Maintenant la Chine peut passer à un rythme supérieur, la Chine peut « bondir en avant ».

le Grand Bond en avant

En 1958, la Chine est-elle à un tournant ? Est-ce possible de s'élancer vers l'édification d'un grand pays socialiste ? C'est l'enjeu du Grand Bond en Avant et Mao appelle les ouvriers, les paysans à : « oser penser, oser parler, oser agir ». Oser, parce que des charrues et des rateaux en bois, il faut passer aux tracteurs, parce que là où il n'y a pas d'acier, pas de casseroles, pas d'engrais, il faut en produire. Oser parce que le socialisme, c'est l'affaire du peuple et non de quelques dirigeants. Oser aussi parce que la passivité, la soumission dévote à la « science », le servilisme aveugle devant les techniques étrangères, freinent, ligotent l'imagination et l'énergie des masses. Oser parce que le socialisme n'a pas encore définitivement vaincu le capitalisme, parce que la lutte de classes se poursuit. Le Grand Bond en Avant est, par là même, lutte de classes au sein du Parti. La construction de milliers de petites usines est-elle « un retour en arrière » comme le pensent certains dirigeants du Parti ? La fusion de la direction économique et du pouvoir politique, base de la commune populaire, est-elle une erreur ? Les difficultés matérielles et climatiques sont-elles une « preuve » que la ligne du Parti est inapplicable ? La lutte pour le Grand Bond en Avant fut un révélateur : révélateur de l'enthousiasme des masses pour répondre à l'appel, révélateur des freins qui enravaient la marche en avant. Le révisionnisme prenait position, étendait ses racines... Une nouvelle lutte s'avérait nécessaire pour la réussite

révolution chinoise ? S'agit-il, comme le pense Liou Chao-Chi de « consolider le régime de démocratie nouvelle » ou bien de passer à une étape nouvelle, fondamentalement différente de la précédente, la construction du socialisme ? S'agit-il de « développer l'exploitation capitaliste car elle est facteur de progrès » ou de combattre la bourgeoisie ? Trancher dans le sens de Liou Chao-Chi, c'était renforcer le capitalisme, empêcher le socialisme. Ce monsieur n'avait-il pas trouvé juste de proposer à un capitaliste notoire de gérer 2,3...8 usines « et même 16 » : « quand le pays aura passé au socialisme, (...) l'Etat confiera encore ces 8 usines à votre gestion, vous serez toujours le directeur, mais directeur d'usines d'Etat. Comme vous êtes capable, l'Etat vous confiera encore 8 autres usines, soit 16 en tout. Votre salaire ne diminuera pas, au contraire, il augmentera (Interventions aux causeries d'industriels et de commerçants 25/4/49) A quoi rêvait Liou Chao-Chi sinon à un capitalisme d'Etat tel qu'il existe maintenant en URSS révisionniste ? C'est ainsi que, sabotant la ligne de collectivisation à la campagne, il a fait dissoudre 200.000 coopératives agricoles...

Voie socialiste ou voie capitaliste ? Peu à peu, la Chine s'arrache au passé :

totale du Grand Bond en Avant. Une lutte d'une ampleur jusque là inconnue : la Révolution Culturelle.

transformer l'homme dans ce qu'il a de plus profond

Dès le lancement de la Révolution Culturelle, en 66, la cible est claire. Elle est double : à la fois, « *critiquer et ôter les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, l'armée, le gouvernement et les milieux culturels* » parce qu'ils « *constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires.* » et « *détruire l'idéologie bourgeoise* », « *implanter l'idéologie prolétarienne* » (circulaire du Comité Central du 16 mai 66). La première contradiction à résoudre est politique : il s'agit de débarrasser le Parti et le pays du poids du révisionnisme, de frayer la voie du marxisme-léninisme, même quand le social-impérialisme soviétique menace et retire toute aide économique.

La deuxième contradiction, qui est la racine de la première, est idéologique. L'enjeu de la Révolution Culturelle est donc, non seulement comme dans les luttes précédentes, rectifier des erreurs politiques, mais fondamentalement — et pour la première fois — extirper la racine des erreurs politiques : la conception bourgeoise du monde. Dès le début, la lutte contre les conceptions révisionnistes, contre Liou Chao-Chi est placée dans un cadre plus vaste : celui de la refonte radicale de la société.

La Révolution Culturelle veut être une révolution dans tous les domaines. Tout ce qui existe, doit être examiné, passé au crible de la critique : tout, les livres, les techniques, l'art, la médecine, les méthodes de direction du Parti, les idées qui impulsent le travail de chacun... La Révolution Culturelle, c'est d'abord un foisonnement de critiques, le peuple qui prend la parole. Dans cet éclatement des choses qu'on croyait sûres et stables, un pôle d'unité, de certitude : l'idée que le prolétariat — qui produit, qui lutte — doit, dans tous les domaines, imposer sa conception du monde en détruisant l'idéologie bourgeoise.

La Révolution Culturelle, c'est aussi le nouveau qui émerge de la lutte contre l'ancien : l'unité possible du travail manuel et du travail intellectuel, la tentative d'harmoniser la ville et la campagne, l'énergie libérée des masses populaires qui devient puissance d'invention d'un art nouveau, d'industries nouvelles.

La Révolution Culturelle, c'est aussi la lutte pour un Parti Communiste nouveau. Le parti, ce n'est plus seulement le guide, c'est la force consciente et organisée des masses. D'elles, il tire son énergie, ses connaissances, ses contradictions. Il avance avec le peuple : résoudre les contradictions apparues au sein du Parti, mener une lutte consciente entre les deux voies, la voie prolétarienne et la voie bourgeoise, c'est saisir les contradictions qui dominent la vie des masses et s'en emparer pour ouvrir de

nouvelles perspectives révolutionnaires.

A travers la Révolution Culturelle, c'est tout le devenir de la révolution socialiste qui devient objet de lutte et s'éclaire : oui, on peut combattre des dirigeants révisionnistes, oui, on peut empêcher le retour au capitalisme, oui, on peut continuer la révolution sous la dictature du prolétariat.

réduire ou renforcer la dictature du prolétariat ?

Tendance de « gauche » née dans la lutte contre le révisionnisme, la tentative de Lin Piao pour prendre le pouvoir a, une nouvelle fois, montré la réalité du danger capitaliste. Mais plus, que critiquer ses conceptions politiques, il s'agit pour le PCC, d'en *comprendre le fondement.* Son fondement, « *c'est la petite production qui engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.* (Lénine). Son fondement, c'est le retard de la superstructure sur l'infrastructure économique, le développement inégal des formes de propriété collective, la répartition encore inégale des biens. C'est à ce fondement qu'il faut s'attaquer : « *La tâche qui nous incombe consiste à réduire graduellement le terrain qui donne naissance à la bourgeoisie et au capitalisme* » (De la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao, Pékin Information du 10/3/75) ; Comment ? En exerçant une « *dictature intégrale sur la bourgeoisie* ». Une dictature qui ne laisse à la bourgeoisie aucun domaine où elle puisse se développer, « *pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui éma-*

nent de ces relations sociales » (De la dictature intégrale sur la bourgeoisie Pl du 7/4/75). Ainsi, la critique des idées de Confucius est un élément fondamental de cette lutte : ce qui est en jeu avec les théories du « juste milieu » ou de « l'égalité — fraternité » reprises par Lin Piao, ce sont de vieilles conceptions réactionnaires : tellement ancrées dans les mentalités que leur caractère de classe semble absent, elles imprègnent toute la conception du monde, les rapports sociaux, du refus du nouveau, du refus du révolutionnaire. Voilà l'enjeu de la lutte actuelle du PCC : chasser la bourgeoisie de ses retranchements les plus profonds, permettre aux masses dirigées par le prolétariat d'exercer tout le pouvoir.

De ces cinquante années de luttes incessantes pour la révolution socialiste, de ces dix grands affrontements de lignes politiques au sein du Parti, quels enseignements tirer ?

* D'abord, au fur et à mesure que s'accroissent les contradictions de classes dans la société, s'aiguise aussi la lutte de classes au sein du Parti, y compris sous la dictature du prolétariat.

* Le fondement de cette lutte, c'est l'existence-même de la bourgeoisie, du capitalisme, en tant que classe organisée et dominante avant la révolution, en tant que classe toujours prête à renaitre de la petite production, et toujours vivace par son idéologie, sous le socialisme.

* L'histoire du PCC, c'est depuis 1935, l'histoire de la lutte de classes menée consciemment au sein du Parti : lutte contre les idées politiques erronées, lutte contre la racine de ces erreurs, la conception bourgeoise du monde.

* L'histoire du PCC, c'est enfin celle d'un Parti qui, confiant dans la volonté des masses, dans leurs aspirations révolutionnaires, a su, à chaque étape, en dégager l'énergie et les besoins nouveaux, a su se transformer à l'unisson de l'approfondissement de la révolution.



Cadres du Parti et soldats travaillent au repiquage du riz.

ESPAGNE :

LES DERNIERS SOUBRESAITS DU FRANQUISME

Juan Carlos, la Junte démocratique, les ultras du franquisme. Le soulèvement populaire...? c'est la question qui se pose aujourd'hui en Espagne. La crise s'approfondit, le temps presse.

Le 27 septembre cinq militants révolutionnaires tombaient sous les balles franquistes. Ces assassinats marquaient la volonté du régime du Caudillo de renforcer le règne de la terreur sur le peuple espagnol. La violence de la répression engagée ces dernières semaines n'est pas sans rappeler les années qui suivirent la guerre civile quand l'Espagne fasciste voulait annihiler totalement «l'Espagne rouge». Tout semblait vouloir durer comme avant bien que tous les clans de la bourgeoisie préparent aujourd'hui ouvertement l'après-franquisme. Et soudain, c'est à nouveau l'effervescence.

Le 21 octobre, communiqués et contre-communicés annoncent que Franco est malade, qu'il est mort, qu'il va mieux, qu'il est à l'agonie. C'est l'espoir qui naît à nouveau dans le cœur des peuples d'Espagne et des peuples du monde. Après 36 ans de règne sanglant le Caudillo va-t-il enfin mourir, c'est ce que tout le monde attend avec impatience ; c'est une disparition que personne ne regrettera. Mais tout de suite une question se pose : qui prendra la succession ?

L'oligarchie au pouvoir croyait avoir trouvé une solution en installant Juan Carlos, petit fils d'Alphonse XIII, à la tête de l'Etat.

Mais depuis décembre 73, depuis l'exécution de Carrero Blanco, et l'aggravation de la situation intérieure, nombreux sont ceux qui ne croient plus à cette hypothèse pour assurer la survie du régime. Alors pour le milieu oligarchique et bourgeois, la question se pose avec acuité : qui prendra la tête de l'Etat ? De la phalange «ultra» à la Junte Démocratique, tous les clans de la bourgeoisie et de l'oligarchie sont d'accord sur une chose : assurer la survie du régime et continuer l'exploitation des masses ; la différence entre eux réside dans le dosage à donner, le cas échéant, à la libéralisation, à la démocratisation du régime.

Franco : sénile et sanguinaire.



la crise économique en Espagne

La crise profonde dans laquelle se trouve aujourd'hui le régime espagnol a plusieurs causes, dont les problèmes économiques qui font écho en Espagne à la crise économique mondiale. En effet, l'Espagne fasciste doit faire face à une situation économique qui ne fait que s'aggraver. Il est loin le temps des années 60 où le boom économique avait fait du pays à dominante agricole des années 50 un pays industrialisé grâce à l'entrée massive de capitaux étrangers. En quelques années l'Espagne avait connu une évolution économique et sociale prodigieuse : en une quinzaine d'années, la population du secteur industriel était passé de 25% à 39% des personnes actives ; le nombre des journaliers agricoles passait de 17% des salariés en 1960 à 9,8% en 1965 ; en 20 ans (de 53 à 73) le revenu officiel par habitant a quintuplé... Ce développement industriel rapide s'est accompagné du développement dans la société espagnole d'une petite et moyenne bourgeoisie, pratiquement inexistante auparavant ; techniciens-cadres-fonctionnaires-travailleurs du commerce représentent dès 1965 26,5% de la population active.

Le développement économique de l'Espagne comprend un autre volet : celui du tourisme, l'un des plus beaux scandales de ce

pays. Avec le «boom» touristique les rentrées de devises en Espagne sont montées à 1 157 millions de dollars en 1965, à 2 000 millions de dollars en 71 et 3 000 millions en 1972. Pour 1980, le gouvernement franquiste a prévu une rentrée de plus de 5 milliards de dollars. La capacité hôtelière de l'Espagne est ainsi passée de 176 000 places en 1962 à 2 millions en 1972, prenant ainsi la première place en Europe.

Pour le peuple espagnol, ce développement gigantesque du tourisme a signifié l'expropriation ou l'achat à bas prix des terres, une aggravation des conditions de vie par la hausse des prix, les salaires de misère, l'émigration et le chômage. On comprend mieux le scandale de ce «boom» touristique quand on sait qu'officiellement il y avait un déficit de 3,7 millions d'habitations en 1973 alors que pour la seule province de Malaga, 200 000 hectares de zones résidentielles étaient construits, qu'en 1975 le gouvernement espagnol prévoyait la création de trois postes de services hôteliers pour chaque poste dans l'industrie ou la construction amenant ainsi à plus d'un million le nombre de garçons, grooms et autres larbins. Bien que le tourisme en Espagne n'ait pas grand chose d'espagnol, 70% de l'argent laissé par les touristes va directement aux agences et chaînes étrangères de tourisme, le régime franquiste connaît par ce moyen de fortes entrées de devises et a pu développer une industrie touristique qui lui

amène d'importants revenus (hôtels-commerce). Mais le tourisme n'a en aucune façon, apporté d'amélioration aux conditions de vie du peuple.

D'années en années la situation des masses populaires en Espagne s'est dégradée : un OS en faisant un nombre suffisant d'heures supplémentaires peut arriver à un salaire de 12 mille à 14 mille pesetas (960 à 1 120 F) par mois ; un ouvrier très qualifié peut gagner de 20 000 à 25 000 pesetas (1 600 à 2 000 F) Mais comment vivre avec un tel salaire quand le prix moyen mensuel d'un loyer s'élève à 6 ou 7 000 pesetas (480 F à 560 F) et que le niveau de vie est aussi élevé qu'en France !

Que ce soit dans le tourisme, ou dans l'industrie, le développement s'est fait à partir des investissements étrangers. Dès 1950 des capitaux américains arrivent en Espagne grâce à un prêt des USA ; puis en 1953 c'est la signature des accords hispano-américains qui permettent à l'Espagne de mettre en marche son industrialisation grâce à une aide économique de 85 millions de dollars et de s'assurer une solide aide militaire (141 millions de dollars). Ces accords renouvelés en 1970, l'ont été à nouveau le 4 octobre dernier. Le dernier accord assure à l'Espagne une rentrée de 500 à 750 millions de dollars (alors qu'elle en demandait 1,5 à 2 milliards) en échange du maintien des bases US : celle de Rota, par exemple, base aéronavale considérée comme la seconde forteresse US de ce genre, est appelée à jouer un rôle clé avec les îles Canaries dans cette partie de l'Atlantique. Le récent renouvellement des accords fait franchir un nouveau pas vers l'intégration de l'Espagne au système de sécurité atlantique, à l'OTAN. Ces bases jouent un rôle capital pour l'impérialisme US dans la bataille qu'il mène avec le social-impérialisme pour la domination de cette région du monde, pour les possibilités d'intervention rapide au Moyen-Orient qu'elles lui offrent.



L'impérialisme US a toujours soutenu le régime franquiste

A part l'importance stratégique de l'Espagne pour les Etats-Unis, ce pays est pour l'impérialisme américain une terre d'investissements privilégiés. En Espagne, les Rockefeller contrôlent une quinzaine de succursales bancaires ; à travers ITT et le Standard Electronic, ils contrôlent d'importants secteurs de l'électronique et des télécommunications (environ 8 entreprises) ; pour le secteur du pétrole, de la chimie et de la pétrochimie, ils contrôlent une quinzaine d'entreprises à travers la Standard Oil. Ils possèdent 25 laboratoires pharmaceutiques et chimiques dans le secteur de l'alimentation et du commerce et de fortes participations dans divers secteurs : mine, chaussure, carton, papier, engineering.

Pour expliquer ces investissements, Rodma Rockefeller déclarait en mai 72 «le capital étranger a confiance dans l'économie espagnole, nous-mêmes sommes en train d'investir plus d'argent dans ce pays».

A part les capitaux américains, on retrouve en Espagne en première place les capitaux ouest-allemands, puis les capitaux anglais et en quatrième position : la France. La France est le premier client de l'Espagne et son quatrième fournisseur. Les échanges entre

les deux pays ont décuplé de 1960 à 1970 puis quintuplé de 1970 à 1975.

les rapports France Espagne et la question de l'Europe

L'attitude de la France dans les dernières semaines est particulièrement significative. La bourgeoisie française a maintenant une longue tradition de collaboration avec le régime fasciste espagnol, collaboration économique, collaboration politique : les polices des deux pays travaillent en liaison constante pour assurer l'efficacité de la chasse qu'elles font aux militants anti-franquistes et militants révolutionnaires espagnols et basques réfugiés en France.

Pour la France, il n'est pas question d'exiger de l'Espagne qu'elle se démocratise un tant soit peu pour l'accepter dans le Marché Commun, il faut la prendre comme elle est. Cette position est également défendue, mais avec un peu moins de fermeté, par la RFA. C'est pourquoi les ministres des Affaires étrangères des Neuf réunis le 6 octobre à Luxembourg ont décidé la

«non-reprise» des conversations de la communauté avec Madrid ; ils ont émis leurs «vœux» en ces termes : «les ministres expriment le vœu qu'une Espagne démocratique trouve sa place au sein des pays européens» après avoir déclaré «le Conseil constate qu'à l'heure actuelle les négociations entre la communauté et l'Espagne peuvent être reprises». Tous se sont entendus pour regretter que leurs appels n'aient pas été entendus, mais finalement préfèrent ne rien changer à leurs relations avec l'Espagne franquiste. L'explication est simple, les chiffres parlent d'eux-mêmes : au premier semestre 1975, l'Espagne a réalisé 58% de ses exportations et 41% de ses importations avec l'Europe. La France a tout fait pour adoucir les termes de la déclaration des Neuf pour «ne pas cabrer la fierté espagnole» comme l'a déclaré Sauvagnargues qui a ensuite expliqué que lors du Conseil des Neuf, il ne pouvait pas «ne pas être frappé par un contraste entre la volonté de certains d'arriver à des résolutions extrêmement dures de condamnation d'ensemble du régime espagnol et l'entraînement brusque qui s'est manifesté pour réparer les conséquences de la bévue commise quelques jours avant en renvoyant les ambassadeurs». Pour le ministre des affaires étrangères du gouvernement français, la mesure prise par quelques gouvernements européens (Grande-Bretagne, R.F.A., Belgique, Hollande, Suède, Norvège, Danemark, Suisse) de rappeler leurs ambassadeurs, ce qui était le minimum de décence à respecter dans cette circonstance, pour des gouvernements sociaux démocrates, était une «bévue». Pour le gouvernement français, l'ambassadeur de France à Madrid étant en vacances, qu'il se repose... et les problèmes sont ainsi évités. Mais M^r Sauvagnargues n'était pas encore à court de déclaration, il a poursuivi en ces termes «enfin et surtout le souhait, le vœu des Neuf est qu'une Espagne démocratique retrouve

sa place dans le concert des Neuf, ce qui veut dire que nous devons tout faire pour que cette évolution démocratique se poursuive et s'accroisse. Peut-être ne le saviez-vous pas, mais avec cette déclaration vous l'apprendrez : l'évolution démocratique est amorcée !

Nous nous en étions tous rendus compte avec l'instauration de l'état d'exception dans toute l'Espagne, avec la mise sur pied le 22 août dernier du système de procédure expéditive, la procédure sumarissima, qui a permis d'assassiner rapidement et sans jugement 5 militants anti-fascistes. Les exemples sont encore nombreux : les certaines d'arrestations de ces deux derniers mois, le renforcement de la censure et tout récemment la réorganisation des commandements militaires de régions pour renforcer les mesures répressives. Franco confiant alors la répression à sa vieille garde de la guerre civile.

En clair, les Neuf regrettent que Franco ne commette pas ces crimes plus discrètement et maintienne les accords intervenus entre la Communauté et l'Espagne, accords qui permettent au régime franquiste d'avoir des relations avec l'Europe pratiquement comme si elle en était partie intégrante. Mais la question des relations entre l'Europe et l'Espagne ne fait pas surgir des contradictions uniquement dans la communauté européenne mais également dans la bourgeoisie espagnole en proie à de nombreux problèmes économiques et politiques. La crise du régime espagnol a un important aspect politique.

la situation politique

En effet, dans le cadre de la préparation de l'après-franquisme, deux clans sont nettement présents : celui des «durs», des ultras du franquisme et



La collaboration entre le régime franquiste et la bourgeoisie française : militants basques jugés en France.

celui des «évolutionnistes», de ceux qui veulent pour l'Espagne une libéralisation du régime, l'instauration d'une démocratie musclée permettant d'établir des liens politiques et économiques solides avec l'Europe communautaire.

Les «durs» nous les trouvons aujourd'hui à la tête de la garde civile (le général Campano récemment nommé à ce poste), des commandements militaires de régions et à tous les postes-clés du régime. Nous les avons retrouvés dans les rues de Madrid, lors de la manifestation fasciste de soutien à Franco, sans oublier toutefois les milliers de manifestants «participaient» à ce défilé sur ordre du gouvernement, leurs entreprises étant fermées ce jour-là et le voyage pour Madrid gratuit ou même payé et bien sûr encadré par la police.

Mais ces ultras voient se développer aujourd'hui, face à eux, un camp de plus en plus large pour la libéralisation. Des monarchistes aux sociaux démocrates de tout genre en passant par les carlistes, le centre-droit, le centre-gauche, les démocrates-chrétiens et les autres, ils sont nombreux aujourd'hui ceux qui, dans la bourgeoisie espagnole se prononcent pour une démocratisation du régime.

Depuis plusieurs années ce mouvement prend de l'ampleur : de Don Juan (père de Juan Carlos) exilé qui réunit des assemblées, auxquelles participe l'opposition de gauche, pour une libéralisation du régime, à d'anciens phalangistes actifs tel le Comte de Motrico qui avait mené en 1953 les pourparlers aboutissant aux accords hispano-américains et qui aujourd'hui en appelle à la démocratie, des carlistes anciens fers de lance de la répression fasciste pendant la guerre civile (le peuple basque l'a payé de son sang) aux démocrates chrétiens, tous préparent l'après-franquisme.

Le 31 juillet 74 était créée la Junte Démocratique qui va du PCE de Carrillo aux carlistes en passant par le Parti Socialiste Populaire, le Mouvement Libéral, l'Alliance Socialiste. Quant à la gauche réformatrice, elle a pris l'initiative du regroupement dans la Convergence Démocratique fondée quelques mois plus tard et dont le programme est sensiblement identique à celui de la Junte.

Aujourd'hui surgit l'UMD, l'Union Militaire Démocratique qui selon son porte-parole, le capitaine José Inacio, rassemble environ 400 officiers auxquels s'ajoutent 600 sympathisants actifs et plusieurs milliers

d'autres prêts à se mobiliser quand il le faudra. En juillet 9 officiers avaient été arrêtés, 3 autres l'ont été début octobre et le gouvernement franquiste a demandé aux officiers favorables à une démocratisation du régime, de démissionner de l'armée. L'UMD se déclare «apartidista» mais a déjà pris contact avec pratiquement tous les partis d'opposition au franquisme.

Si ce mouvement prend de l'ampleur, c'est le dernier pilier du franquisme qui se trouve larvé puisque son deuxième point d'appui est ouvertement entré en conflit avec lui : l'Eglise.

Le rôle joué par l'Eglise en Espagne est capital. Fervent soutien du régime franquiste à ses débuts, elle est aujourd'hui divisée en deux clans dont l'un prend une grande ampleur : celui des anti-franquistes. En 1953, un accord avait été établi entre Madrid et le Vatican sanctionnant une totale identité de vue entre le régime franquiste et l'église, catholique, et instaurant une collaboration étroite entre les deux parties. En échange de nombreux avantages accordés à l'Eglise, Franco est celui qui choisit les évêques : il propose 6 noms au Pape qui en retient trois et Franco nomme l'élu. Aujourd'hui, des prêtres aux évêques, un large mouvement de contestation du régime se développe au sein de l'Eglise. Au Pays Basque, les prêtres sont depuis des années au côté du mouvement nationaliste, dès 1936 ils soutenaient la lutte du peuple basque et n'ont pas changé de positions. Maintenant ce phénomène s'étend à toute l'Espagne : en décembre 74 l'épiscopat espagnol se prononçait pour une «évolution en profondeur des institutions», demandent la liberté d'association sans discrimination et l'amnistie des détenus politiques. A l'occasion de l'assassinat des 5 militants révolutionnaires le 27 septembre dernier de nombreux prêtres ont tenté de prononcer des sermons à la mémoire des fusillés avec l'accord de

leurs évêques. Le 15 octobre plus de 800 prêtres se sont élevés contre la répression, réclamant l'abolition de la peine de mort et la suppression du décret loi anti-terroriste. L'évolution des positions «sociales» du Vatican depuis Jean XXIII n'est pas étrangère à ce mouvement au sein de l'Eglise espagnole. Il est gênant pour le Vatican aujourd'hui d'être lié par le Concordat au régime fasciste de Franco, les prises de position officielles du pape regrettant l'exécution des 5 militants de l'ETA et du FRAP, les mouvements dans l'Eglise espagnole sont pour les catholiques la seule façon de se désolidariser du régime fasciste ébranlé. Mais pour le clergé espagnol la contre-partie, c'est de subir également la répression fasciste : de nombreux prêtres sont arrêtés, torturés, emprisonnés pour plusieurs années. Début octobre l'évêque auxiliaire de Madrid, Mgr Iniesta, a dû quitter Madrid pour Rome afin d'éviter l'aggravation certaine de la détérioration des rapports entre l'Espagne et le Vatican, qu'aurait provoqué son arrestation. En effet, il avait prononcé, quelques jours auparavant, une homélie dénonçant la répression franquiste.

Alors aujourd'hui, et plus que jamais après l'agonie du Caudillo, l'oligarchie espagnole hésite, se pose des questions : quelle solution choisir ? Juan Carlos -la Convergence démocratique ou la Junte Démocratique ? Peut-être verrons-nous surgir d'ailleurs de nouvelles alliances dans les jours à venir...

les solutions révisionnistes

Dans toutes ces hypothèses, il en est une que l'oligarchie peut choisir, et qui peut représenter un danger réel pour les aspirations du peuple espagnol : celle de la Junte Démocratique. Cette alliance est dirigée par le parti révisionniste espagnol à qui l'oligarchie peut faire jouer efficacement son rôle contre-révolutionnaire dans les masses si elle l'en juge capable par son passé de lutte et son influence dans le pays. Cette solution, si l'oligarchie ne surestime pas la force des révisionnistes, offre une alternative intéressante à la crise actuelle tant par les alliances qu'elle comprend que par le contenu de son programme.

La proclamation de la Junte Démocratique par Carrillo, à Paris en juillet 74, marque une nouvelle étape dans la politique d'alliance des révisionnistes espagnols, dans la trahison des masses populaires de ce pays. Cette politique d'alliance n'est pas nouvelle, elle a progressé d'années en années, bafouant dès le début tout principe marxiste-léniniste, et remettant en question, au fur et à mesure, le peu de principes définis par les révisionnistes eux-mêmes. Cette politique des révisionnistes espagnols a été assez bien définie par leur chef de file, Carrillo, qui déclarait en 70 : «... nous sommes prêts à signer des pactes même si cela doit être avec le diable». Mais c'est bien avant cette date que le PCE entretenait cette politique. En 1956, faisant écho aux fascistes qui proclamaient «la paix sociale» et «l'unité du peuple espagnol autour du Mouvement National», Carrillo et Ibarruri avançaient le mot d'ordre de «réconciliation Nationale». En 1965, nouvelle étape, Carrillo accepte l'idée d'une restauration de la monarchie avec l'aide du PCE «si le peuple opte pour la monarchie». En 1970, c'est le «Pacte pour la liberté», pacte décisif puisqu'on passe des discussions, des manœuvres d'approche, à une alliance concrète avec les pires fascistes, comme Ruiz Guimenez ou Arellano dont l'histoire se confond étroitement avec celle des crimes fascistes. Ruiz Guimenez, par exemple :

- membre influent de «l'Action Catholique», officine de diffusion de

l'idéologie fasciste, qui a fourni la plupart des cadres du régime,

- président international de Pax Romana
- ministre de l'éducation de 51 à 56, période où plusieurs condamnations à mort sont prononcées
- conseiller national du Mouvement.

Voilà en quelques mots la biographie de ce parfait «démocrate» avec qui s'allie Carrillo ! Mais dans la Junte, on trouve aussi des «libéraux», oui bien sûr, prenons par exemple, leur chef de file Calvo Serer : monarchiste, membre de l'Opus Dei, il devient maître à penser du régime fasciste après avoir participé à l'activité subversive contre la République. Quel beau ramassis !



La Junte fait «appel au patriotisme et à l'honneur des forces armées»...

Voilà ceux avec qui Carrillo veut construire en Espagne «Une démocratie de type occidentale», comme il le déclarait au Newsweek, le 22 septembre dernier, assurant que son parti n'aurait guère plus de 12 % des voix aux élections. C'est sans doute pourquoi la clique révisionniste espagnole se déclare «absolument» d'accord pour travailler dans le cadre d'une monarchie, bien que, pour Carrillo, «le prince Juan Carlos n'a d'avenir en Espagne que s'il brise avec l'empreinte franquiste», mais il faut comprendre qu'aujourd'hui existe «une renouveau dans la liberté des

aspirations morales et matérielles des masses travailleuses et de la haute bourgeoisie néo-capitaliste» c'est-à-dire l'oligarchie financière liée à l'impérialisme américain. Les alliances passées par les révisionnistes au sein de la Junte ont le mérite d'être claires : elles sont ouvertement au service de l'oligarchie espagnole. Carrillo a l'esprit large... il en appelle même à l'armée car, pour lui, les officiers sont de plus en plus réalistes, c'est pourquoi la Junte «pour obtenir que le passage pacifique de la dictature à la démocratie se réalise sans risque pour la communauté nationale, fait appel au patriotisme et à l'honneur professionnel des forces armées». Leur patriotisme, leur honneur professionnel... nous les connaissons pour les avoir vus à l'œuvre pendant la guerre civile, ils signifient le martyr du peuple espagnol, la torture et la mort. Mais qu'à cela ne tienne, Carrillo ne s'arrête pas à ces vieilles histoires !

Et c'est ainsi que, toute honte bue, Carrillo a exposé, le 31 juillet 74, le programme de la Junte Démocratique : un programme éloquent. On remarque, tout d'abord, des «oublis» fâcheux : pas un mot sur les revendications des paysans et ouvriers agricoles sur la réforme agraire, pas un mot sur la nécessité de mettre fin à l'émigration et d'améliorer les conditions de vie des masses. Et puis, n'est-ce pas, les officiers sont «honnêtes», alors inutile de parler de la dissolution des forces armées, l'armée espagnole saura être une «grande muette neutre».

Mais la Junte pense au développement économique de l'Espagne et, là, il n'est pas question de s'en prendre aux capitaux étrangers. Mieux, Carrillo s'est déclaré «prêt à protéger les investissements US en Espagne» et à «maintenir les bases militaires» pour ne pas se faire «des ennemis d'un pays aussi puissant que les Etats Unis». Que demander de plus ? Eh bien «l'intégra-

tion de l'Espagne aux Communautés Européennes, qui est l'un des nouveaux projets que préconise ce programme. Mais ce n'est pas tout, la démocratie en Espagne sera l'occasion du grand pardon, la Junte réclame «l'amnistie absolue» c'est-à-dire aussi bien pour les crimes fascistes que pour leurs victimes. En clair, la sinistre BPS pourra se promener tranquillement dans l'Espagne «démocratisée»; comme le déclarait une militante madrilène du PCE à un journaliste du *Nouvel Observateur*, la démocratie, ça veut dire que tout le monde pourra s'exprimer, même l'extrême-droite !

Dans ce programme encore des «silences» éloquentes : pourquoi n'y a-t-il pas un mot sur le colonialisme espagnol et pourquoi, au sujet de la reconnaissance de la personnalité politique des peuples basque, catalan, galicien..., la Junte affirme-t-elle qu'elle sera examinée mais dans le cadre de «l'unité de l'Etat espagnol» ?

Après l'examen d'un tel programme, on voit mal quelle est la place réservée aux masses populaires, mais on voit beaucoup mieux les avantages qu'il présente pour l'oligarchie espagnole. Les révisionnistes espagnols ont aujourd'hui clairement choisi leur camp, celui des ennemis du peuple ! Mais le programme avancé aura-t-il une quelconque crédibilité aux yeux des masses, la pratique révisionniste actuelle pourra-t-elle tromper les masses ? C'est là une question essentielle, d'autant plus que les mouvements populaires en Espagne commencent à donner leur réponse.

les masses populaires en lutte

En effet, depuis quelques années, le mouvement populaire prend une ampleur grandissante. A la campagne, les paysans et les

travailleurs agricoles entrent en lutte contre les grands propriétaires fonciers et les patrons locaux ; par exemple, cet été, ils ont barré les routes avec les tomates que les conserveries industrielles refusaient de leur acheter malgré les accords passés, et face à l'arrivée des gardes civils, les travailleurs n'ont pas hésité à se battre et à les affronter. Dans les quartiers populaires, les associations mises sur pied par le régime, sont utilisées par les travailleurs pour imposer leurs revendications, même au prix de heurts violents avec les forces de répression. Au-

le entre en lutte, on ne compte plus les heures de grève malgré l'interdiction du droit de grève en Espagne (officiellement 14 millions d'heures «perdues», en 74). Dans le bâtiment, l'automobile... les travailleurs s'organisent afin de donner plus d'efficacité à leurs mouvements, de leur permettre de tenir, même s'il faut pour cela affronter violemment la police et la Garde Civile. C'est par ces luttes nombreuses et déterminées que la classe ouvrière a pu arracher au régime franquiste des hausses de salaire, le contraignant à reconnaître les représentants des travail-

Après les assassinats du 27 septembre, les peuples d'Espagne n'ont pas baissé la tête : au Pays Basque, la grève générale a touché tout le pays pendant trois jours, il y a eu de nombreuses manifestations dans les rues malgré la présence massive de la Garde Civile et de la police. La mobilisation du peuple basque est massive et marque sa volonté de venger ses militants en remportant la victoire. Mais c'est aussi dans toute l'Espagne, à Madrid, Barcelone, Valence, en Galice et en Andalousie que les masses populaires ont montré leur colère. Pour prendre la



Les masses entrent massivement en lutte

jour d'hui, il est fréquent de voir en Espagne les universités fermées parce que les étudiants entrent en lutte contre le régime, les théâtres fermés parce que les acteurs dénoncent la répression franquiste. Les chauffeurs de taxi, les travailleurs hospitaliers, les médecins, les avocats, on ne compte plus les couches qui entrent en lutte contre le Franquisme, confirmant avec éclat la crise profonde du régime. Il y a une classe surtout dont les luttes effraient tous les clans de l'oligarchie et de la bourgeoisie : la classe ouvrière. C'est avec de plus en plus de force qu'el-

leurs en lutte sans pour autant que ceux-ci soient systématiquement victimes de la répression...

C'est à cette situation que le régime franquiste répond par la terreur : il tire sur les manifestations, arrête massivement, il emprisonne, torture et assassine. Il s'en prend surtout aux militants révolutionnaires, à ceux du FRAP et de l'ETA parce qu'il a peur que leurs actions soient de plus en plus suivies par les masses. Il essaie par la répression de couper ces militants des masses populaires. Mais la riposte ne s'est pas faite attendre.

relève des cinq militants tombés sous les balles franquistes, des dizaines d'autres se sont levés ou sont prêts à le faire dans toute l'Espagne.

Le 15 octobre, six militants du FRAP ont été arrêtés. Ils sont accusés de la mort d'un policier et vont passer en jugement selon la procédure expéditive ; le même jour, des militants basques étaient arrêtés à Burgos et dans sa région. De nouvelles arrestations ont eu lieu le 23 octobre. Le régime fasciste espagnol veut encore assassiner, nous ne le laisserons pas faire ! Nous serons des

dizaines de milliers, en France comme ailleurs, à nous mobiliser pour qu'ils aient tous la vie sauve. Nous n'admettrons pas que l'état fasciste de Franco ou de Juan Carlos commette de nouveaux crimes en toute impunité. Le peuple de France souvient des Brigades Internationales, il a de longues traditions de

soutien aux peuples d'Espagne, il saura le montrer encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, Franco disparaît, Juan Carlos le remplace. La grande bataille de l'après-franquisme s'engage : depuis des années,

divers clans de l'oligarchie espagnole avaient entrepris des démarches dans le sens de la «démocratisation» du régime. Mais on entend déjà parler de junte militaire... Il est clair actuellement que l'impérialisme US comme les impérialismes européens ne peuvent admettre que l'instabilité portugaise gagne

toute la péninsule ibérique. L'enjeu est trop important. Le «monde libre» saura certainement veiller au maintien en Espagne d'un régime dans lequel il puisse avoir confiance. La seule chose que ces impérialistes oublient, c'est la volonté des masses populaires espagnoles d'en finir avec ce régime pourri.

A BAS LE RÉGIME FRANQUISTE ! VIVE LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE !



A Paris comme dans toute l'Europe, nous étions des dizaines de milliers pour dénoncer les crimes franquistes. Et partout le soutien aux peuples d'Espagne se poursuit.

LE MOYEN ORIENT APRES LA SIGNATURE DE L'ACCORD EGYPTO-ISRAELIEN

1^o septembre 75 : l'accord intérimaire israélo-égyptien est signé ; la situation au Moyen-Orient connaît une évolution brutale, le front arabe est brisé.

Après son échec du printemps, l'impérialisme américain avait repris le cours de sa politique des « petits pas » pour régler le conflit du Proche Orient. Après trois mois d'efforts, de navettes entre Le Caire, Jérusalem, et Washington... Kissinger, ce « dear Henry » marquait un point important en obtenant la signature de cet accord.

Dès l'annonce de la signature, les réactions sont vives dans tous les pays arabes : à Damas, Bagdad, des milliers de manifestants syriens, irakiens, jordaniens, palestiniens... dénoncent l'accord de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) publie un communiqué dans lequel il est dit : « L'accord égypto-israélien constitue une offense à la dignité du peuple égyptien et de son armée, ainsi qu'à la dignité de la nation arabe toute entière. Cet accord est un véritable règlement politique suspendant l'état de belligérance avec l'ennemi sioniste sur un seul front et ouvrant la voie à la collaboration avec l'ennemi ». A propos de cet accord, le Fath déclare qu'il est « une base légale à l'intervention américaine,

et il substitue à l'occupation israélienne, une double occupation israélo-américaine des territoires arabes... ». En effet, l'accord signé porte entre autre sur l'installation de techniciens américains dans le Sinaï ceci n'est pas sans nous rappeler l'Indochine, il y a quelques années. Il semble que la leçon n'ait pas porté ses fruits ; mais nous pouvons assurer ces techniciens, civils ou militaires, que c'est le sort de leurs confrères de Phnôm Penh et de Saïgon qui les attend !

Le fait que l'Égypte ait décidé de briser le front arabe si difficilement construit à Alger en 73 et à Rabbat en 74 a de graves conséquences dans tous les pays arabes et pour la résistance palestinienne. L'impact politique est profond parce que le prestige de l'Égypte du nassérisme est resté vivant dans les masses arabes, bien que la signature du plan Rogers l'ait sérieusement affaibli. La signature de cet accord est d'autant plus fortement ressentie comme une trahison de la cause arabe. Cette rupture est renforcée d'autre part par le rapprochement syro-jordanien et les tentatives réitérées d'Hussein de renouveler sa domination sur la Cisjordanie.

Et déjà, quelques jours après sa signature, l'accord du Sinaï entrainait en application. Comme le déclara-



Sadate et son «dear Henry» Kissinger...

rait Yasser Arafat, il « permet donc à l'ennemi de concentrer tout son potentiel militaire sur la révolution palestinienne à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés ». En effet quelques jours, après la signature, le front égyptien étant annulé, le front syrien réduit au silence, la Syrie craignant de se retrouver seule face à l'agression sioniste, on assistait à une vague d'opérations israéliennes dans le Sud-Liban, attaques particulièrement dirigées contre les camps palestiniens. La cible est devenue vraiment très claire : la liquidation de

la Résistance Palestinienne.

Plus ou moins ouvertement lâchée par la réaction arabe, la résistance se retrouve pratiquement seule face au sionisme. L'Égypte l'a ouvertement trahie qui, après avoir signé l'accord du Sinaï a ensuite coupé les émissions de « La Voix de la Palestine » diffusées par l'OLP en direction des territoires occupés. En Jordanie, la répression contre les militants palestiniens connaît une nouvelle ampleur et Hussein reprend ses revendications sur la Cisjor-

danie alors que le sommet de Rabbat avait clairement indiqué que seul l'OLP pouvait se réclamer du contrôle politique de cette région. Quand à la Syrie, se sentant isolée face à une possible attaque israélienne, elle a mis sur pied un Commandement Unifié avec la résistance palestinienne. Le gouvernement syrien a officiellement déclaré qu'il « ne négociera pas au sujet des territoires occupés à moins qu'une délégalation de l'OLP ne se tienne aux côtés de la délégalation syrienne ».

Le rôle de la Syrie aujourd'hui est loin d'être négatif. C'est en effet le seul pays, sur le lieu du conflit, qui prône fait et cause pour la résistance, qui dénonce l'accord intérimaire, refuse le marchandage tenté par la Ligue arabe au Caire sur le dos du peuple palestinien. Mais il faut savoir également que le Commandement Unifié avec l'OLP est un atout important dans les mains de la Syrie pour mener des négociations en vue de récupérer les territoires occupés du Golan. La Syrie proteste aujourd'hui avec véhémence contre le traité israélo-égyptien mais n'en souhaiterait pas moins régler le problème du Golan assez rapidement pour ne plus avoir à affronter militairement l'Etat sioniste. L'attitude positive prise aujourd'hui par les syriens est due entre autre aux contradictions internes du régime et à la pression populaire. Dans la pratique, les palestiniens qui vivent en Syrie peuvent travailler dans n'importe quel secteur, mais la liberté d'action politique est restreinte. Le FPLP est interdit en Syrie, les troupes de l'Armée de Libération de la Palestine stationnée en Syrie sont sous commandement militaire syrien. Le front égyptien, le front syrien neutralisés, reste le front du Liban. Et là, nous retrouvons en pleine action l'impérialisme américain, le sionisme et la réaction arabe.

AU LIBAN

Depuis la signature des accords de « paix » entre Israël, et l'Égypte, les agressions contre les villages du Sud-Liban et les camps palestiniens prennent une ampleur jamais atteinte. Tout l'effort militaire israélien porte sur ce front. Chaque jour, les militants libanais et la résistance doivent repousser des attaques à la frontière ou des tentatives de débarquement par la mer sur la côte libanaise.

Les masses libanaises et la résistance palestinienne ont aussi aujourd'hui à faire face à une situation intérieure difficile. La réaction arabe, avec en tête les phalanges fascistes de Gemayel cherche, avec le soutien de l'impérialisme américain et du sionisme d'une part à empêcher la mobilisation des forces progressistes au Liban et des militants palestiniens contre l'accord du Sinai, et d'autre part à porter des coups décisifs aux forces progressistes dans la région.

les forces en présence

Pour comprendre la situation spécifique du Liban, il faut savoir que l'Etat y est organisé sur des bases confessionnelles : ainsi la Présidence de la République et la direction de l'armée sont toujours aux mains des chrétiens maronites, d'autres fonctions étant réservées à des musulmans bourgeois ou gros propriétaires. Mais la majorité du peuple, la grande masse de la paysannerie, est musulmane, principalement de la communauté chiite.

En prenant appui sur cette organisation de l'Etat, les phalanges de Gemayel et la réaction libanaise tentent de faire passer les affrontements qui se déroulent au Liban pour des problèmes confessionnels, de défense de la place des chrétiens au Liban...

Les phalangistes essaient beaucoup de jouer cette carte religieuse, ils prétendent que de même que les palestiniens voudraient jeter les juifs à la mer, ceux-ci voudraient faire suivre le même chemin aux chrétiens du Liban. En réalité, de quoi s'agit-il ? Les phalanges fascistes, sont composées pour l'essentiel de grands bourgeois chrétiens, gros propriétaires et comptent dans leurs rangs des petits commerçants, des membres de la moyenne bourgeoisie chrétiens ou musulmans.

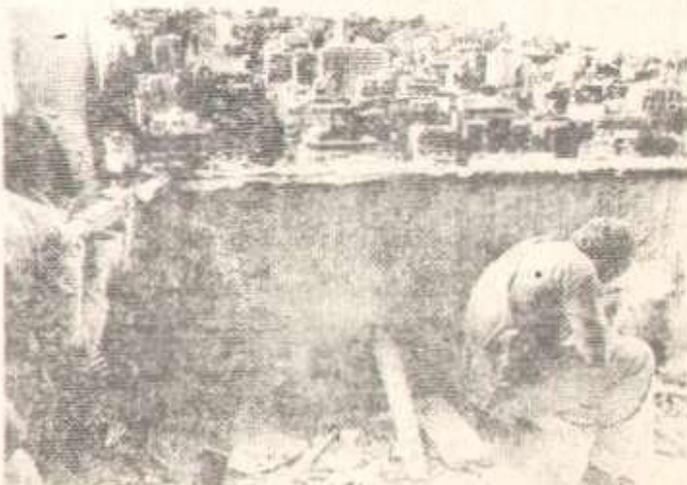
La petite bourgeoisie libanaise, chrétienne ou musulmane, devant l'aggravation de la crise économique au Liban, la dégradation de son pouvoir d'achat a choisi, pour une partie d'entre elle, de se joindre au camp des fascistes parce qu'elle se sentait menacée. Elle a ainsi fait écho à la propagande fasciste et raciste des phalanges.

Secondés dans leurs tâches par les milices du ministre de l'intérieur Chamoun, qui ne prend pas officiellement position pour les phalanges mais envoie ses hommes se battre à leurs côtés, les pha-

langistes sont armés par les sionistes et les jordaniens. Le système est simple : des bateaux israéliens naviguent dans les eaux internationales aux abords de la côte libanaise, des artisans-pêcheurs membres des phalanges se chargent de faire le transbordement des navires sionistes aux plages libanaises. Au cours des affrontements de mai-juin, on avait également constaté que les phalangistes disposaient, par exemple, de canons qui ne pouvaient provenir que des stocks de l'armée libanaise. Ainsi la réaction libanaise sert de bras à l'impérialisme pour essayer d'isoler la résistance palestinienne au sein du pays et parvenir ensuite à la liquider.

le front des forces contre la réaction

Face aux menées liquidatrices de la réaction, le mouvement populaire au Liban se fait de plus en plus fort et conséquent. Durant les derniers affrontements des chrétiens ont eux aussi pris les armes contre les phalanges, des villages chrétiens entiers ont aujourd'hui pris clairement position contre les fascistes de Gemayel et leurs provocations. Le camp des forces qui s'oppose à la réaction au Liban jour en jour.



Les milices populaires s'opposent aux phalanges à Beyrouth

Dans ce camp, on trouve toutes les organisations de la gauche traditionnelle libanaise, c'est à dire celles qui depuis quelques années n'offraient plus aucune perspective politique claire aux masses populaires. Prenons par exemple le PCL, parti révisionniste libanais dont aujourd'hui les militants vont prendre les armes et participer aux combats. Ce sont là des actions que le PCL leur a demandé aujourd'hui de mener ; s'il ne l'avait pas fait, il aurait perdu toute crédibilité aux yeux des masses libanaises. Mais depuis plusieurs années, la position officielle du PCL n'a guère varié. Par exemple lorsqu'après la bataille de Karameh en 68, la Résistance Palestinienne a voulu apparaître au grand jour, le PCL a condamné publiquement cette position comme étant aventuriste. Il a tenté de pénétrer au sein de l'OLP pour y développer une influence mais a abandonné cette tactique dès le premier voyage d'Arafat à Moscou en 70. Pour ce qui est du Liban, la ligne du PCL a consisté jusqu'ici à demander la « déconfessionnalisation » de l'Etat, il s'est cantonné à des revendications économiques sans jamais chercher à mobiliser le peuple libanais pour soutenir la résistance ou mener la guerre contre Israël bien que les attaques sionistes au Liban soient fréquentes. Lorsqu'en 73, l'armée libanaise a attaqué la résistance, tentant alors de la liquider, le PCL s'est contenté d'un soutien verbal aux palestiniens. Aujourd'hui, le PCL dispose d'une milice armée, comme tout parti politique qui veut exister au Liban, mais il ne prépare en aucune façon le peuple, et particulièrement la paysannerie du Sud-Liban, à la guerre populaire contre Israël (dont il reconnaît l'existence). Il faut souligner l'importance, dans la constitution de ces forces, du rôle de Kamal Joumblatt, chef du Parti Socialiste Progressiste et surtout secrétaire général du Front Progressiste de soutien à la résistance palestinienne.

Mais alors d'où vient le développement des forces progressistes au Liban ?

les nouveaux facteurs de mobilisation

Le déclin, l'événement qui a permis au Liban le développement de ces forces, c'est la présence des réfugiés palestiniens et de l'organisation de la Résistance. Déjà en 73 face à la tentative de liquidation des palestiniens par l'armée libanaise, la mobilisation des masses populaires avait joué un rôle décisif dans le combat aux côtés de la résistance. Alors qu'aucune organisation politique libanaise ne prenait réellement en mains cette lutte, la conscience politique dans les masses se développait : la seule solution au conflit avec le sionisme c'est la lutte armée aux côtés de la résistance, c'est de soutenir activement la révolution palestinienne. Et aujourd'hui, la conscience claire qui se développe c'est, comme le déclare le Cheik Mohammed Fehrat, celle de la nécessité de diriger la lutte contre l'impérialisme et la grande bourgeoisie libanaise qui lui est liée et contre le sionisme, et de mener contre eux la lutte armée. C'est la présence de la résistance au Liban qui a permis cette prise de conscience importante. Surtout après la guerre d'octobre 73 où les masses libanaises ont clairement vu le jeu de la réaction libanaise qui tentait de tenir hors du champ de bataille le Liban dont la frontière sud longe celle d'Israël.

C'est grâce à elle qu'aujourd'hui le plan des phalanges et de la réaction est mis en échec. En effet les réactionnaires ne peuvent faire croire à la thèse selon laquelle les combats au Liban opposent la résistance aux Libanais puisque ce sont les milices populaires libanaises qui mènent la lutte et que les milices palestiniennes, respectant l'accord conclu entre l'OLP

et le gouvernement libanais de non-intervention dans les affaires du Liban, sont absentes de ces combats.

Ils ne peuvent pas non plus faire croire au caractère confessionnel des combats puisqu'aujourd'hui, après avoir dénoncé la non-représentativité des phalangistes dans un premier temps, une partie des masses populaires chrétiennes prennent maintenant les armes contre les phalanges.

Les caractéristiques nouvelles, récentes et importantes de cette mobilisation résident dans plusieurs faits.

Le rôle important que jouent certains chefs musulmans dans la mobilisation des masses populaires libanaises. En effet, certains des chefs de la communauté chiite (communauté musulmane la plus importante au Liban) ont adopté des positions révolutionnaires : ils veulent la liquidation des structures de l'Etat libanais actuel, qu'ils considèrent, à juste titre, comme un héritage du colonialisme français, et actuellement très lié à l'impérialisme. Ils condamnent l'inertie des partis de gauche dont le PCL et sont très liés à la résistance palestinienne. Un exemple, le Cheik Mohamed Fehrat qui a rejoint le Fath, encourageant les jeunes libanais notamment dans le Sud, à s'éduquer et s'entraîner avec la résistance. Nous avons vu précédemment quels objectifs Mohamed Fehrat propose d'atteindre et par quels moyens. Ces chefs musulmans entretiennent d'autre part d'étroites relations avec des chrétiens dont certains combattent dans des mouvements de résistance populaires surgis dans la communauté chiite. Un nouveau facteur important et récent, c'est l'apparition au sein de l'armée libanaise d'un courant progressiste.

Plus généralement, c'est massivement que des libanais ont rejoint ces der-

nières années la résistance palestinienne parce qu'elle a été la seule à défendre les paysans libanais du sud contre Israël, mais aussi parce que la présence armée des palestiniens au Liban a créé un point d'appui pour les masses populaires libanaises à qui les partis de « gauche » n'offraient aucune perspective. Et face aux agressions des milices et aux incursions sionistes, c'est auprès de la résistance que les libanais vont chercher leurs armes. Dans certains quartiers de Beyrouth, les masses ont réclamé la présence palestinienne pour assurer leur sécurité. Au Sud-Liban, palestiniens de la résistance et libanais combattant à leurs côtés forment un tout.

Aujourd'hui, s'il existe au Liban un mouvement populaire qui se développe et va bien au-delà du seul cadre des organisations telles que le PCL c'est en grande partie grâce à la résistance palestinienne ; et c'est ce qui nous fait dire avec certitude aujourd'hui qu'il n'y aura pas au Liban de « Septembre Noir » comme en Jordanie en 70, malgré les tentatives de la réaction.

pour la résistance aujourd'hui : poursuivre et développer la lutte

C'est dans ce contexte difficile que la résistance palestinienne doit maintenant poursuivre sa lutte. Pour elle aujourd'hui, il s'agit de faire face à l'isolement et de développer la guerre en Palestine occupée. Elle est attaquée de toutes parts :

— par le sionisme : la répression dans les territoires occupés connaît un développement important ces derniers temps. Arrestations nombreuses, tortures,

procès, condamnations ne parviennent cependant pas à freiner les opérations incessantes en Palestine occupée : manifestations, destructions de pipeline, d'entrepôts, de centres de transport, d'objectifs militaires... ne font que croître.

— par la réaction arabe qui lui coupe les vivres, cherche vainement à l'isoler des masses arabes. La dernière réunion de la Ligue Arabe au Caire en est un nouveau témoignage. Cette conférence à laquelle la Syrie, la Lybie et l'OLP ont refusé de participer, visait à internationaliser le conflit du Liban en tentant d'installer une force d'intervention arabe aux côtés des féodaux et des phalangistes libanais. Elle a cherché à accréditer la thèse du conflit confessionnel et posé clairement, à la demande de la ligue maronite (chrétiens de droite), la question de la présence palestinienne au Liban, sous prétexte que la résistance violerait les accords bilatéraux libano-palestiniens fixant les conditions de la présence palestinienne au Liban. Les attaques ouvertes de cette dernière conférence contre la résistance palestinienne montrent clairement le jeu de la réaction arabe actuellement au Moyen-Orient. Et aujourd'hui, un autre danger se précise pour la résistance : le social impérialisme soviétique.

les manœuvres du social- impérialisme

Exclue de la signature de l'accord intérimaire israélo-égyptien, l'URSS pousse de grands cris, assure la résistance palestinienne de son soutien indéfectible. L'agence Tass déclare : « Tous actes et mesures qui ne touchent pas les problèmes fondamentaux du règlement ne peuvent détendre la crise. Bien au

contraire, ils ne peuvent que l'approfondir », de son côté, le journal « Moskovskaya Pravda » du 7/9/75 indique que « le problème d'une paix durable dans cette région du monde demande, pour être résolu, des pourparlers multilatéraux avec la participation de toutes les parties intéressées ». Voilà bien en réalité ce qui gêne l'URSS dans cet accord intérimaire ce n'est pas que les problèmes fondamentaux, la reconnaissance du droit du peuple palestinien à recouvrer la possession de la terre de Palestine dans sa totalité, entre autre, ne soient pas pris en considération, mais que l'URSS soit exclue des marchandages impérialistes sur la région. Il y a, au Moyen Orient, beaucoup trop de ressources pétrolifères, un enjeu stratégique trop important pour que l'URSS n'entre pas en fureur contre sa rivale américaine lorsque celle-ci lui dame le pion, car elle aussi est « intéressée », comme le dit si bien la « Moskovskaya Pravda », par cette région du monde ! Alors, Messieurs les sociaux impérialistes, n'allez pas nous faire croire que c'est le sort du peuple palestinien qui vous inquiète ici, ou plutôt si, il vous inquiète, mais ce que vous craigniez surtout pour lui, c'est que la résistance palestinienne mène à bien sa révolution, entraînant les masses arabes derrière elle ! C'est pourquoi tout est mis en jeu pour essayer de faire échec d'une part à la mainmise américaine sur la région et d'autre part au développement de la révolution palestinienne. Alors que dès la signature de l'accord connue toutes les voix officielles de l'URSS criaient au scandale, à la trahison de la lutte du peuple palestinien, et surtout des engagements internationaux pris pour le règlement du conflit du Proche Orient, Gromyko s'entretenait à New York avec Ygal Allon, Ministre des affaires étrangères de l'Etat sioniste. Quelques jours plus tard, on apprend le séjour à Moscou d'une délégation de personnalités



La tâche principale — développer la lutte en Palestine

israéliennes dont un député du parti gouvernemental MAPAM. Voilà le soutien apporté à la lutte du peuple palestinien. Il semble qu'il y ait des déficiences ! D'autant plus que l'URSS exige de l'OLP et du peuple palestinien pour le règlement du conflit, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple arabe de Palestine, que ce dernier s'engage à reconnaître l'Etat sioniste et à lui donner la garantie de son existence et de son développement « dans des frontières sûres et reconnues ». Ces messieurs les soviétiques vont même jusqu'à apporter leur garantie à Israël pour le respect de cette clause ; ils se font fort de mater toute tentative de refus des palestiniens.

Pour arriver à ses fins, le social-impérialisme soviétique va tenter d'accroître son influence au sein de la résistance. Il a déjà tenté de le faire par un assaut de sourires et de matériel. Il dispose déjà d'un porte parole plus ou moins officiel en la personne de Nayef Hawatmeh, dirigeant du FDPLP (Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine) dont les positions personnelles s'alignent généralement sur celles de Moscou ; par exemple sur la question d'un mini-Etat de Palestine en Cisjordanie, bien qu'aujourd'hui le FDPLP affirme qu'il est nécessaire d'étendre la lutte armée en Palestine occupée. Le social-impérialisme peut également tenter de peser sur le Parti Baas pro syrien du Liban, parti influencé par les positions

des dirigeants syriens. Et ce n'est un secret pour personne que l'Union Soviétique exerce une certaine influence sur ce pays. Le social-impérialisme soviétique dispose également comme autres atouts pour le Moyen Orient des partis révisionnistes locaux au Liban, en Jordanie...

Mais aujourd'hui, on parle peu de la conférence de Genève et encore moins de l'Etat de Gaza et de Cisjordanie. Pour la résistance, l'heure est au resserrement des rangs, au renforcement de la lutte et comme le disait un militant palestinien d'une base du Sud-Liban « L'Etat à Gaza et en Cisjordanie... c'est un objectif tactique. C'est seulement par la force armée et pas par la diplomatie que l'on peut établir cet Etat. Mais notre but final, c'est de libérer l'homme juif aussi bien qu'arabe, donc de libérer toute la Palestine de l'impérialisme et du colonialisme. Nous en tant que combattants, nous ne croyons qu'à la résistance armée pour arriver à une solution et nous voulons libérer toute la Palestine ! »

Mais le chemin de la victoire est encore long et semé d'embûches, il reste encore de nombreux faux amis à démasquer. Contre les manœuvres du social-impérialisme, de l'impérialisme américain et de la réaction arabe, c'est tout un peuple en lutte pour libérer sa patrie qui se dressera !

Palestine vaincra !

**DEMANDE DE CONTACT AVEC LE
Parti Communiste Révolutionnaire
(marxiste - léniniste)**

Nom

Profession

Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

**ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE
Organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire
(marxiste-léniniste)**

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom

Profession

Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

**ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
Journal Communiste Révolutionnaire
pour la construction du Parti de Type Nouveau**

1 AN 250F 6 MOIS 150F 3 MOIS 80F 1 MOIS 30F

Nom

Profession

Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris